



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Afrique de l'Ouest

RAPPORT ANNUEL 2014







SOMMAIRE

Lettre du Président	4
Message du Directeur Général	5
Membres du Conseil d'Administration de la BRVM	7
RAPPORT ANNUEL DE LA BRVM	
Activités du Marché Boursier Régional	9
Activités de la BRVM	19
Rapport Général des Commissaires Aux Comptes	35
Rapport Spécial des Commissaires Aux Comptes	39
Etats Financiers	43
Résolutions de l'Assemblée Générale du 25 Juin 2015	53
REPERTOIRE	
Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI)	58
Emetteurs	59

LETTRE DU PRESIDENT



M. Gabriel FAL, PCA de la BRVM et du DC/BR

« Restons engagés et mobilisés ! »

Chers actionnaires,

Selon le FMI, la croissance mondiale s'est établie modestement en 2014 à 3,4 %, sous l'effet d'une accélération de la croissance dans les pays avancés par rapport à l'année précédente et d'un ralentissement dans les pays émergents et les pays en développement. En dépit de ce fléchissement, les pays émergents et les pays en développement représentaient encore les trois quarts de la croissance mondiale cette année.

L'Afrique a affiché une croissance de 3,9 % en 2014 et l'Afrique de l'Ouest demeure l'une des régions les plus dynamiques avec un taux de croissance bien au-dessus de la moyenne du continent. La croissance régionale du PIB est estimée à 6 % en 2014 et ce, malgré l'épidémie de la fièvre Ebola et la baisse des cours du pétrole dans la seconde moitié de l'année.

Toutes les places financières mondiales ont été gagnées par le ralentissement en 2014. Après deux belles années de hausse, l'indice MSCI World a gagné seulement 2,1 %, reflet d'une économie mondiale moins florissante.

C'est dans ce contexte que notre Bourse commune, la BRVM, a consolidé sa sixième place continentale. Entre 2012 et 2014, la capitalisation de notre marché des actions a presque doublé.

Les différentes actions de promotion et de développement initiées au niveau régional et international, avec notamment l'organisation des BRVM Investment Days à Paris, nous ont permis de mieux positionner la BRVM pour attirer les émetteurs et les investisseurs et expliquer notre rôle dans le financement des économies de notre Union.

Notre plus gros défi est aujourd'hui d'attirer de nouvelles sociétés à la cote. Aussi, l'entrée à la cote de BOA SENEGAL en décembre 2014 vient rompre avec une longue période où notre marché n'avait pas connu d'introduction de nouvelle société. Nos efforts commencent à porter leurs fruits. D'autres sociétés sont annoncées pour 2015. C'est le cas de TOTAL SENEGAL.

Notre Marché Financier Régional ne saurait cependant se développer sans prendre en compte les besoins de financement des PME. C'est pourquoi, avec l'ensemble des parties prenantes, nous poursuivons inlassablement nos efforts pour mettre en place un troisième compartiment dédié aux PME/PMI, aux entreprises à fort potentiel de croissance et aux sociétés en quête de capital de démarrage.

Enfin, le développement de la BRVM ne peut se faire sans l'amélioration constante de la gouvernance. C'est pourquoi, nous avons veillé à ce que le Conseil d'Administration ainsi que les différents Comités Spécialisés mis en place par le Conseil d'Administration fonctionnent correctement.

Beaucoup d'autres défis restent encore à être relevés mais notre engagement et notre détermination pour permettre d'y faire face pour le bien-être de nos populations demeurent.

En 2015, il nous appartient de rester encore plus engagés et mobilisés !

Gabriel FAL



MESSAGE DU DIRECTEUR GENERAL



M. Edoh Kossi AMENOUNVE,
Directeur Général de la BRVM et du DC/BR

« L'émergence en vue ! »

Chers actionnaires,

Les différentes actions menées par la Direction Générale, sur la base des nouvelles orientations stratégiques données par le Conseil d'Administration depuis 2012, nous ont permis d'obtenir des résultats forts appréciables. En effet, en deux ans, la capitalisation boursière du marché des actions de la BRVM a presque doublé, passant de 4 031 milliards de FCFA à fin décembre 2012 à 6 319 milliards de FCFA à fin décembre 2014. La capitalisation du marché des obligations a également connu une bonne évolution, passant de 831 milliards de FCFA à fin décembre 2012, à 1 139 milliards de FCFA à fin décembre 2014.

Cette tendance haussière, observée depuis 2012, s'est également confirmée en 2014 avec une évolution de nos principaux indices, notamment le BRVM 10 et le BRVM Composite, qui ont connu des progressions respectives de 8,60 % et 11,23 % sur l'année.

Par ailleurs, en 2014, nous avons enregistré une valeur totale des transactions de 227 milliards de FCFA. Il s'agit là de la deuxième meilleure performance de notre marché depuis le démarrage des activités en 1998. Un autre fait marquant, et non des moindres, est l'arrivée à la cote, le 10 décembre 2014, d'une nouvelle valeur, en l'occurrence BOA SENEGAL ; la dernière introduction en bourse remontant à avril 2010.

Ces résultats sont le fruit de la mise en oeuvre d'un important et ambitieux plan de développement visant notamment à hisser la BRVM à la cinquième place des bourses africaines à l'horizon 2020. En effet, actuellement en sixième place du continent en termes de capitalisation boursière, la BRVM est classée parmi les cinq bourses les plus prometteuses à l'horizon 2020 selon l'étude Havas Horizon de mars 2015, derrière les bourses du Nigeria, d'Afrique du Sud, du Kenya et du Maroc.

Plus spécifiquement, en 2014, nous avons poursuivi nos activités de promotion et de développement du marché à l'échelle régionale et internationale auprès des investisseurs et des émetteurs. C'est ainsi que la BRVM a organisé des Media Days dans sept pays de l'UEMOA et un Road Show à Paris du 30 septembre au 1^{er} octobre 2014 afin de présenter les opportunités offertes par le marché financier de notre Union et attirer les investisseurs internationaux. Le Road Show, qui a été l'évènement majeur de notre politique de communication en 2014, s'est déroulé sur deux journées. Durant celles-ci, six panels ont été organisés et 34 intervenants de haut niveau, parmi lesquels on retiendra, M. Christian ADOVELANDE, Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), M. Arnaud de BRESSON, Délégué Général de PARIS EUROPLACE, M. Paul DERREUMAUX, Fondateur de BANK OF AFRICA GROUP et M. Lionel ZINSOU, Président de la Fondation Afrique-France, ont partagé leurs expériences avec plus de 120 participants.

En outre, l'année 2014 a connu l'entrée de la BRVM dans les indices Standard & Poors et Morgan Stanley Capital International, l'exposant davantage aux investisseurs internationaux et assurant ainsi sa connexion avec la finance internationale.

Sur le plan régional, nous avons poursuivi nos efforts pour développer l'offre en organisant des rencontres avec les différents Comités de privatisation et les Chambres de Commerce, mais aussi pour susciter la demande en encourageant la création des clubs d'investissement. A fin décembre 2014, dix clubs ont été créés pour l'ensemble de l'Union.

Ces différentes actions ont été appuyées par d'autres activités visant à développer la culture boursière au sein de notre Union. C'est pourquoi, nous avons intensifié les actions de formation dans nos Antennes Nationales de Bourse. Un peu moins de 200 personnes ont été effectivement formées aux concepts de la Bourse en 2014. Par ailleurs, nous avons installé trois salles des marchés dans des écoles et universités de la sous-région pour favoriser l'apprentissage des mécanismes de la Bourse par les étudiants.

Toutes ces actions ne sauraient être mises en oeuvre sans des ressources humaines compétentes et qualifiées. C'est pourquoi, le développement du capital humain, sans lequel rien n'est possible, a fait l'objet d'une attention particulière. La politique de renforcement des capacités a été poursuivie. A cet effet, des Directeurs ont rejoint l'équipe de la BRVM en janvier et février 2014 et plusieurs employés ont suivi des formations au cours de cette année.

Enfin, dans un monde de plus en plus intégré et globalisé, il nous est apparu important de promouvoir la coopération internationale. C'est ainsi que nous avons poursuivi les travaux initiés dans le cadre du Projet d'intégration des bourses de la CEDEAO (WACMI - West African Capital Markets Integration). La BRVM a participé activement aux différents travaux des sous-comités et du Conseil (WACMIC).

Par ailleurs, dans le cadre de la coopération avec les places boursières de l'Afrique du Nord, la BRVM a signé une convention de partenariat avec la Bourse de Casablanca et a organisé une visite de travail sur cette place en janvier 2014.

Au total, la BRVM a franchi de nombreuses étapes dans son processus de modernisation pour en faire une place attractive pour les économies de l'UEMOA. De nombreux défis subsistent, notamment la création d'un compartiment dédié aux PME/PMI, aux entreprises à fort potentiel de croissance et aux sociétés à la recherche de capital de démarrage, la diffusion de l'information boursière via les technologies de l'information et de la communication (SMS, tablettes et smartphones), la création d'un Institut des valeurs mobilières, etc. Nous comptons sur l'engagement de l'équipe, le concours de toutes les parties prenantes et le soutien des Autorités de l'Union pour faire de la BRVM un instrument moderne, de classe mondiale, incontournable dans le financement à long terme de nos économies.

Edoh Kossi AMENOUNVE

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BRVM



Siège de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, Abidjan - Côte d'Ivoire

Monsieur Gabriel FAL
Président du Conseil d'Administration
Représentant de la SGI CGF BOURSE

Mme Georgine CODO ADJA Représentant de la SGI BNI Finances	M. Djibril SAKHO Représentant de la CRRAE-UMOA
M. Jean Luc BEDIE Représentant de la SGI HUDSON & Cie	M. Mamadou SANOGO Représentant de SABU NYUMAN
M. René DELAFOSSE Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Côte d'Ivoire	M. Franck TAPSOBA Représentant des Etats de l'UMOA
M. Omo-Delé EGUE Représentant de la SGI ACTIBOURSE	M. M'Baye THIAM Représentant de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)
M. Jonathan FIAWOO Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo	M. Djibrilla Beïdari TOURE Représentant de la SGI NIGER
M. Pierre Atepa GOUDIABY Représentant ATEPA TECHNOLOGIES	

ACTIVITES DU MARCHE BOURSIER REGIONAL



1. Contexte

L'économie mondiale a progressé en 2014 à un rythme modéré et irrégulier. Alors que les séquelles de la crise financière mondiale pèsent encore sur la croissance, de nouveaux défis ont surgi, tels que l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest et certains conflits géopolitiques, notamment en Ukraine.

Les économies développées, particulièrement les États-Unis, ont pu maintenir une croissance annuelle de plus de 2 % en 2014. L'Europe, principalement la zone euro, dont plusieurs membres étaient au bord de la récession, est restée dans une situation économique précaire. Au Japon, la dynamique générée par des mesures budgétaires et par un assouplissement de la politique monétaire initié depuis 2013, s'est affaiblie en 2014.

Dans les pays en développement et économies en transition, les taux de croissance se sont davantage écartés les uns des autres en 2014, en raison du net ralentissement de plusieurs grandes économies émergentes, en particulier certains pays d'Amérique latine. Par opposition, la situation économique en Asie de l'Est, notamment en Chine, a seulement subi un faible ralentissement. En Asie du Sud, menée par l'Inde, elle a connu une légère hausse.

En Afrique subsaharienne, la croissance n'a que légèrement augmenté en 2014 pour atteindre 4,5 %, reflétant ainsi le ralentissement de plusieurs grandes économies, dont l'Afrique du Sud.

De façon particulière, **l'économie d'Afrique de l'Ouest** a fait preuve d'une certaine résilience vis-à-vis de l'épidémie de fièvre Ebola et de la baisse des prix des matières premières.

En effet, l'impact économique du virus Ebola s'est fait sentir surtout dans les trois pays les plus touchés, à savoir le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée, tandis que la volatilité des prix des matières premières a affecté inégalement les pays de la région, entraînant un ralentissement de la croissance dans certains et un regain dans d'autres.

Dans la zone UEMOA, les perspectives économiques laissent apparaître une accélération de l'activité dans l'ensemble des pays grâce au dynamisme des secteurs agricoles et des services, et à la hausse des investissements public et privé.

Le dernier trimestre a accentué la divergence dans les trajectoires de croissance entre les pays de la zone UEMOA et les autres. Ces premiers ont enregistré une croissance proche de 7 % selon la BCEAO, soit près d'un point de plus que l'année précédente. Cette croissance a été tirée par les performances de la production agricole et manufacturière.

Sur les marchés financiers, si l'année 2014 s'est soldée par une performance quasi inchangée (-0,54 %) pour le CAC 40, les autres places financières européennes ont connu une évolution beaucoup plus contrastée (Bruxelles +12,36 %, Zurich +9,51 %, Madrid +3,66 %). Par contre, les bourses américaines, asiatiques et sud-américaines ont connu une meilleure forme.

En effet, de très belles performances ont été réalisées aux États-Unis, où les indices boursiers ont battu, à de très nombreuses reprises, leurs propres records. Le Dow Jones a terminé l'année sur un gain de 7,5 %, le S&P 500 a grimpé de 11,4 % et le Nasdaq, indice vedette des valeurs technologiques, a progressé de 13,4 % en 2014, se rapprochant de son plus haut niveau datant de la bulle internet en 2000.



Au niveau du **Marché Financier Régional**, l'année 2014 a été marquée par la hausse des principaux indicateurs de la BRVM, confirmant la tendance haussière observée l'année précédente, bien que de moindre ampleur.

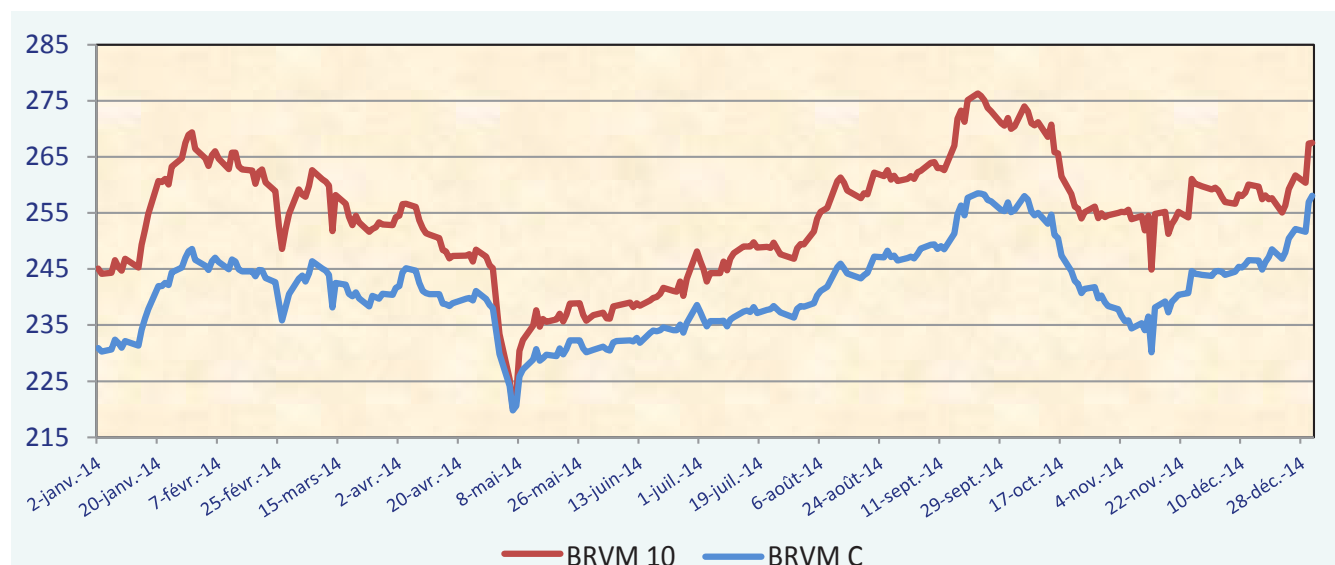
En effet, au cours de l'année 2014, deux records de capitalisations et un record d'indice ont été réalisés. Ainsi, la capitalisation boursière du marché des actions a franchi à la hausse la barre des 6 000 milliards de FCFA et la capitalisation obligataire a, quant à elle, atteint son plus haut niveau à 1 303,48 milliards de FCFA. Le record d'indice a été établi le 22 septembre 2014 à 258,54 points.

Par ailleurs, l'exercice 2014 a été marqué par la mise en oeuvre intégrale de la nouvelle tarification.

2. Evolution des indices

En 2014, les indices de la BRVM se sont orientés à la hausse. L'indice BRVM 10 a enregistré une progression de 8,60 %, en passant de 246,34 points le 31 décembre 2013 à 267,53 points le 31 décembre 2014. L'indice BRVM Composite, pour sa part, a gagné 11,23 % à 258,08 points le 31 décembre 2014, contre 232,02 points le 31 décembre 2013.

Graphique 1 : Evolution des indices du 2 janvier au 31 décembre 2014



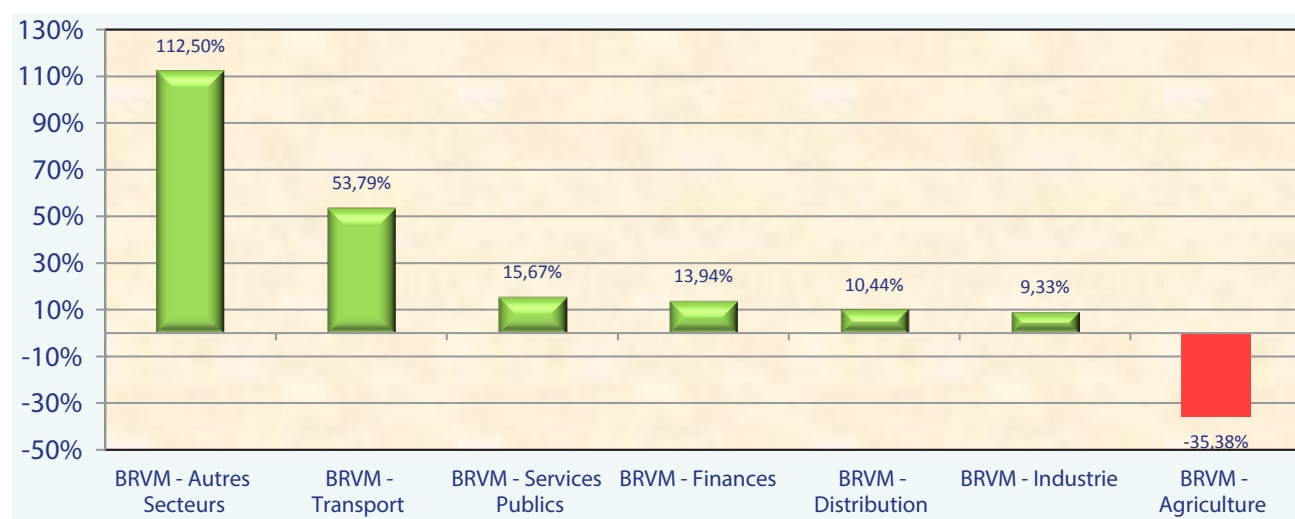
Au cours de l'année 2014, tous les indices sectoriels de la BRVM se sont orientés à la hausse, à l'image de l'ensemble du marché, à l'exception de l'indice Agriculture.

Tableau 1 : Evolution des indices sectoriels de la BRVM en 2014

INDICES SECTORIELS	Fermeture		Variation
	31 -déc. -13	31 -déc. -14	
BRVM - Agriculture	372,85	240,92	-35,38 %
BRVM - Autres Secteurs	197,53	419,75	112,50 %
BRVM - Distribution	268,89	296,96	10,44 %
BRVM - Finances	82,04	93,48	13,94 %
BRVM - Industrie	147,38	161,13	9,33 %
BRVM - Services Publics	609,72	705,25	15,67 %
BRVM - Transport	788,99	1213,38	53,79 %

L'indice BRVM - Autres Secteurs a été le premier levier de la hausse du marché, en passant de 197,53 points le 31 décembre 2013 à 419,75 points le 31 décembre 2014, soit un gain de 112,50 %. Il est suivi de l'indice BRVM - Transport qui a connu une hausse de 53,79 % en 2014 à 1 213,38 points. Les indices BRVM - Services Publics, BRVM - Finances, BRVM - Distribution et BRVM - Industrie ont enregistré des hausses respectives de 15,67 %, 13,94 %, 10,44 % et 9,33 %.

A l'opposé, seul l'indice BRVM-Agriculture a perdu 35,38 %, terminant l'année à 240,92 points.

Graphique 2 : Evolution des indices sectoriels du 2 janvier au 31 décembre 2014

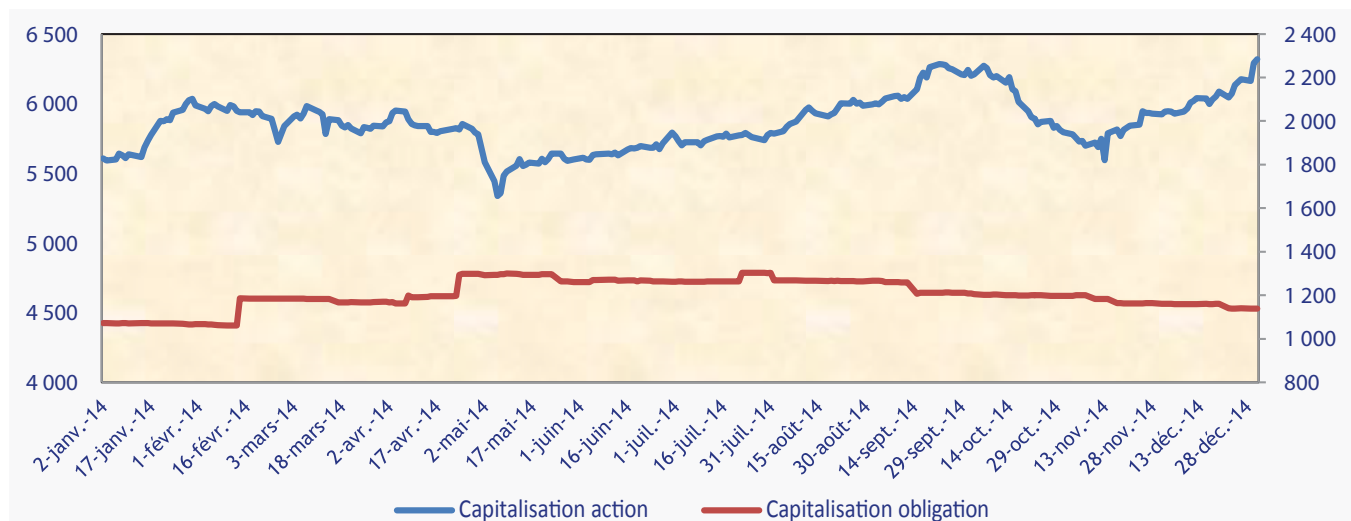
3. Capitalisation boursière

La capitalisation boursière du marché des actions s'est établie à 6 319,72 milliards de FCFA au 31 décembre 2014, enregistrant une hausse de 12,18 % par rapport à son niveau de fin décembre 2013. Cette progression s'explique essentiellement par la hausse des cours des sociétés cotées, par deux (2) augmentations de capital et par une (1) admission à la cote.

La capitalisation boursière du compartiment des obligations s'est élevée à 1 139,01 milliards de FCFA contre 1 072,78 milliards de FCFA au 31 décembre 2013, soit une progression de 6,17 %. Cette hausse se justifie par l'admission à la cote de six (06) nouveaux emprunts d'un montant

global de 304,49 milliards de FCFA, malgré la radiation de la cote de huit (08) emprunts d'un montant de 41,99 milliards de FCFA et les divers amortissements de capital intervenus au cours de l'année.

Graphique 3 : Capitalisations des actions et des obligations du 2 janvier au 31 décembre 2014

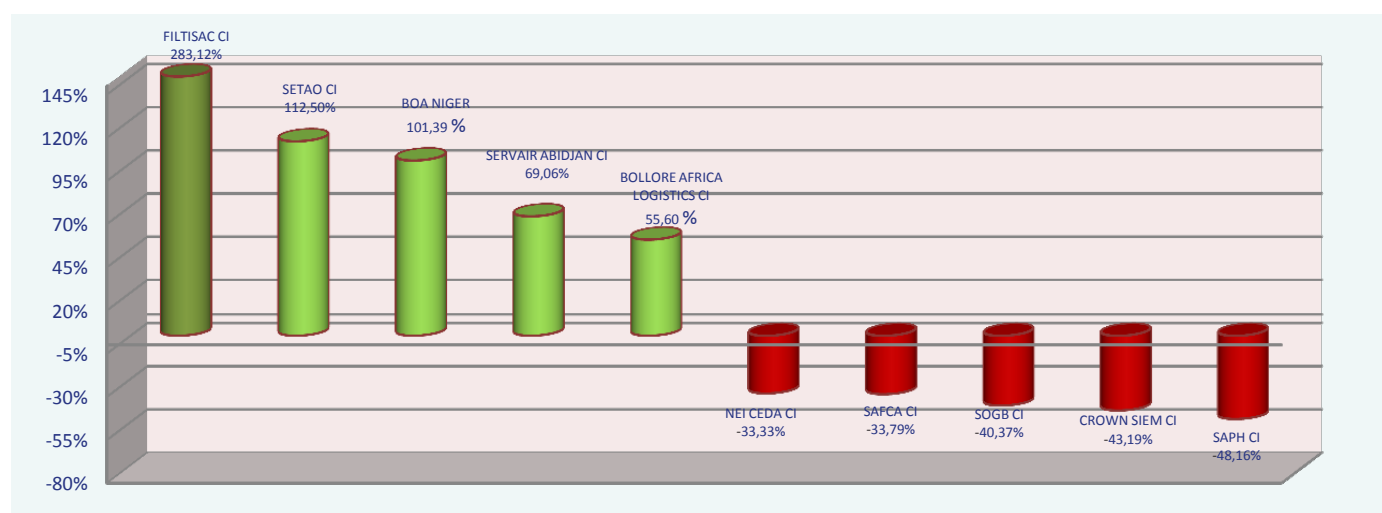


4. Performances des titres

En 2014, le titre FILTISAC CI a enregistré la plus forte hausse avec une progression de 283,12 % à 29 500 FCFA. Au deuxième rang, SETAO CI progresse de 112,50 % à 34 000 FCFA. En troisième position, BANK OF AFRICA NIGER affiche un gain de 101,39 % à 87 000 FCFA. L'action SERVIR ABIDJAN CI occupe la quatrième place en gagnant 69,06 % à 38 900 FCFA et enfin, à la cinquième place, le titre BOLLORE AFRICA LOGISTICS CI enregistre une hausse de 55,60 % à 248 955 FCFA.

En revanche, au cours de la même période, SAPH CI enregistre la plus forte baisse (-48,16 % à 17 575 FCFA), suivie par CROWN SIEM CI (-43,19 % à 23 010 FCFA), SOGB CI (-40,37 % à 31 900 FCFA), SAFCA CI (-33,79 % à 23 835 FCFA) et enfin NEI CEDA CI (-33,33 % à 4 000 FCFA).

Graphique 4 : Performances des titres du 2 janvier au 31 décembre 2014

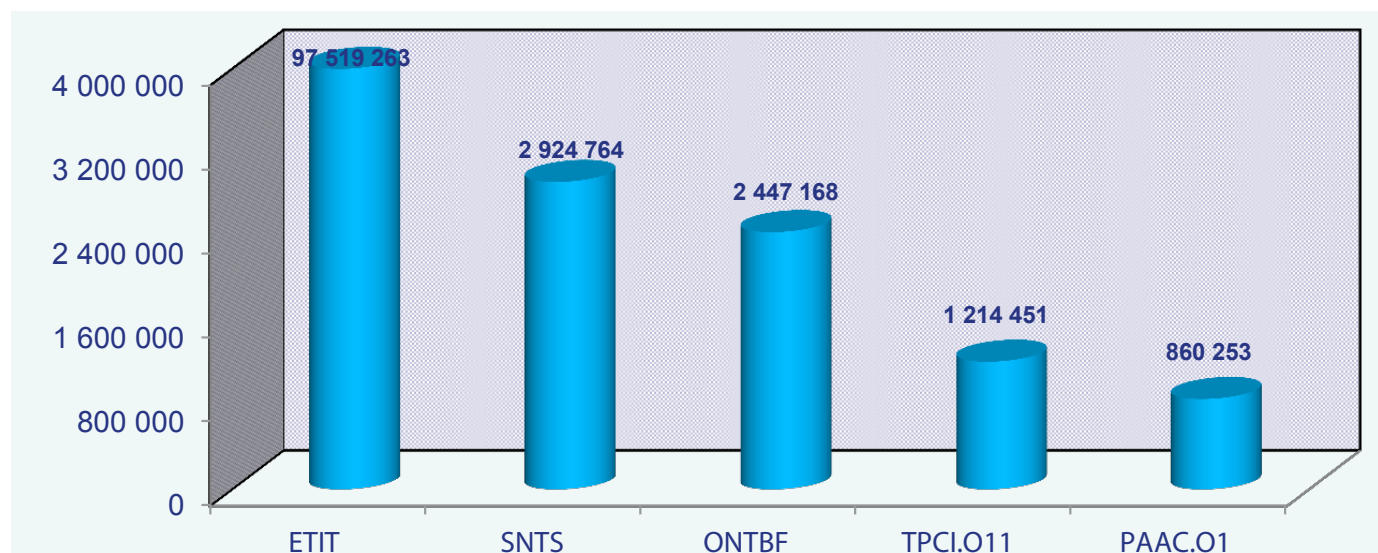


5. Performances volumes / valeurs

Les cinq titres les plus actifs sur la période observée sont :

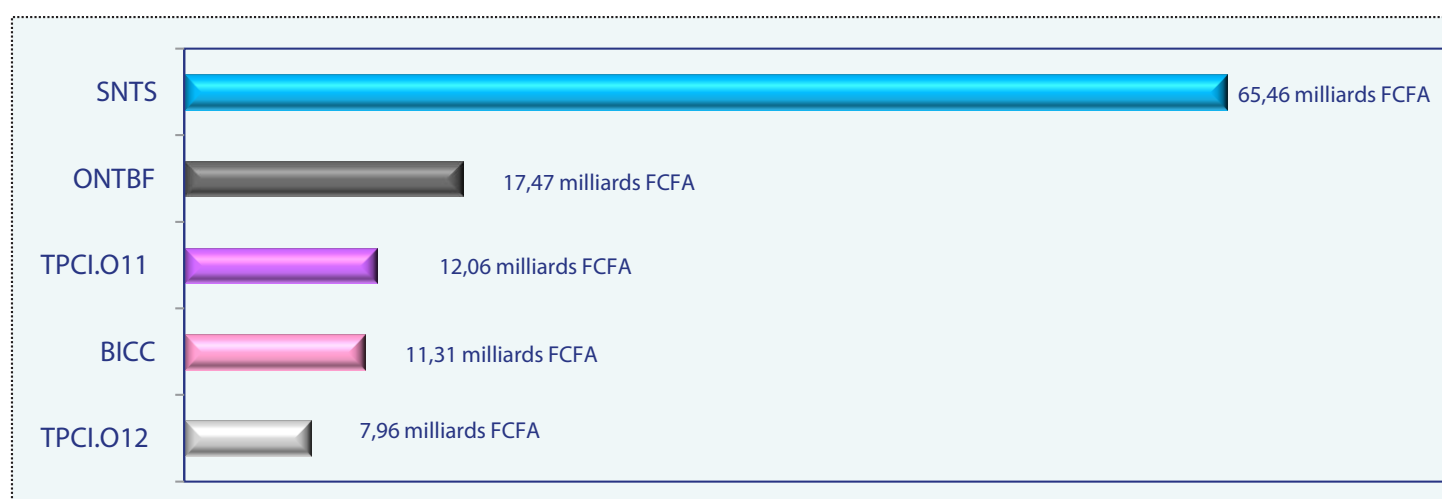
- **En volume**, ETI TG (97 519 263 actions échangées), SONATEL SN (2 924 764 actions échangées), ONATEL BF (2 447 168 actions échangées), TPCI 6,50 % 2011-2016 (1 214 451 obligations échangées) et PAA 6,95 % 2010-2017 (860 253 obligations échangées).

Graphique 5 : Titres les plus actifs en volume du 2 janvier au 31 décembre 2014



- **En valeur**, SONATEL SN (65,46 milliards de FCFA), ONATEL BF (17,47 milliards de FCFA), TPCI 6,50 % 2011-2016 (12,06 milliards de FCFA), BICI CI (11,31 milliards de FCFA) et TPCI 6 % 2012-2015 (7,96 milliards de FCFA).

Graphique 6 : Titres les plus actifs en valeur du 2 janvier au 31 décembre 2014



6. Transactions

Tableau 2 : Evolution comparée des transactions entre 2013 et 2014

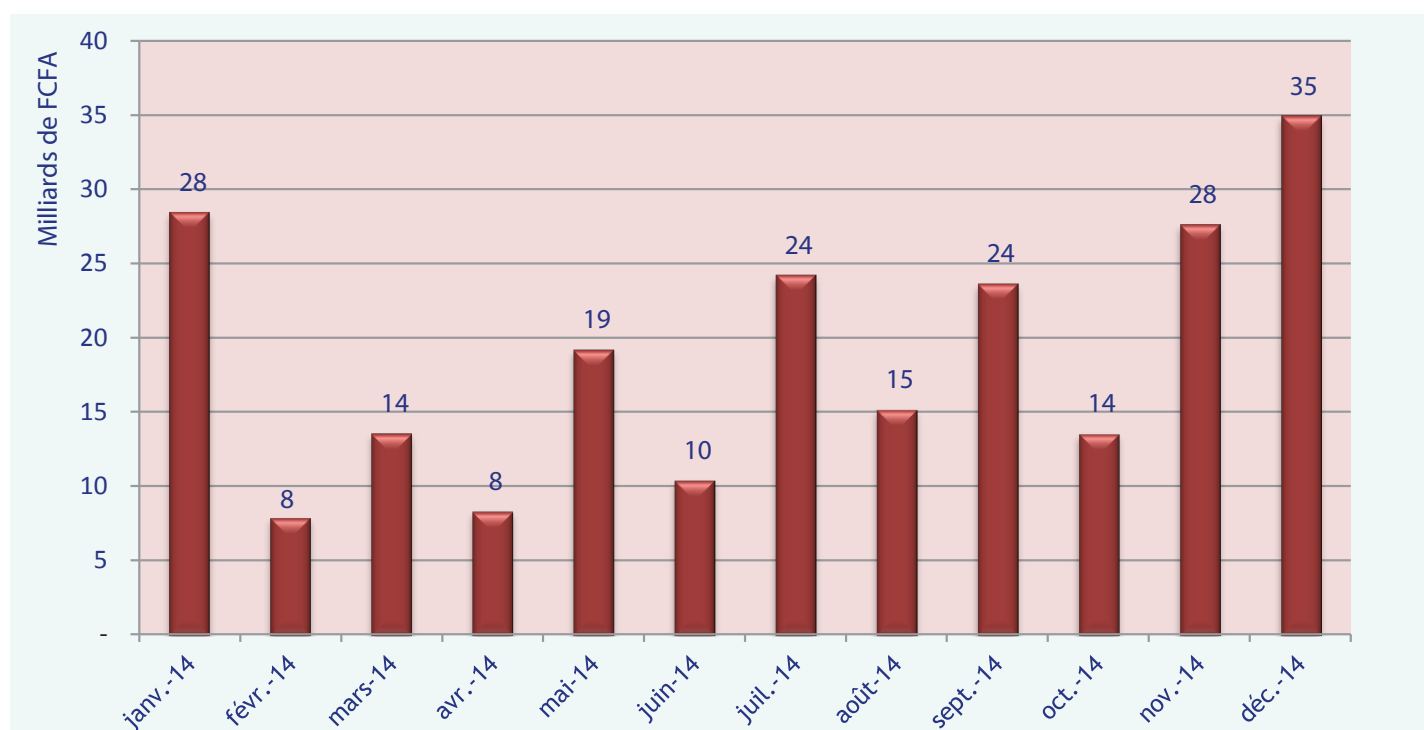
		2013 (1)	2014 (2)	Var (2)/1
Volume	Transactions courantes	63 133 745	110 824 502	75,54 %
	Achetés / Vendus (A/V)	-	55 872	
	Transactions Sur Dossier (TSD)	2 530 914	529 518	-79,08 %
	Total	65 664 659	111 409 892	69,66 %
Valeur	Transactions courantes	159 323 963 745	215 314 967 422	35,14 %
	Achetés / Vendus (A/V)	-	4 346 562 240	
	Transactions Sur Dossier (TSD)	34 174 208 413	7 465 640 568	-78,15 %
	Total	193 498 172 158	227 127 170 230	17,38 %

Le marché a enregistré, en 2014, 215,31 milliards de FCFA de transactions courantes pour 110 824 502 titres échangés contre 159,32 milliards de FCFA de transactions pour 63 133 745 titres échangés en 2013, soit une hausse de 35,14 % en valeur et 75,54 % en volume.

Le montant global des transactions réalisées en 2014 (tous types de transactions) est de 227,13 milliards de FCFA pour 111 409 892 titres échangés contre 193,50 milliards de FCFA pour 65 664 659 titres échangés en 2013, soit une hausse de 17,38 % en valeur et 69,66 % en volume.

L'évolution mensuelle de la valeur totale des transactions se présente comme suit :

Graphique 7 : Evolution des transactions (tous types) de janvier à décembre 2014



7. Nouvelles admissions

➤ Actions

Une (1) admission à la cote (BOA Sénégal, le 10 décembre 2014) et deux (2) augmentations de capital (BOA Niger, le 18 septembre 2014 et BOA Burkina Faso, le 10 décembre 2014) ont été enregistrées pour un montant global de 53,95 milliards de FCFA.

➤ Obligations

En 2014, six (06) introductions à la cote ont été enregistrées sur le marché obligataire pour un montant de 304,49 milliards de FCFA. Elles ont porté sur :

Tableau 3 : Liste des nouvelles introductions en 2014 (marché obligataire)

Dénomination	Symbole	Valeur nominale	Date d'introduction	Montant (FCFA)
TPBF 6 %2013-2016	TPBF.O3	10 000	14-févr. -14	121 600 000 000
CRRH-UEMOA 6 %2013-2023	CRRH.O3	10 000	8-avr. -14	20 200 600 000
ORAGROUP 6,75 %2013-2019	ORGT.O1	10 000	8-avr. -14	15 000 000 000
TPCI 6.30 %2013-2018	TPCI.O15	10 000	24-avr. -14	97 685 000 000
SHELTER -AFRIQUE 6,60 %2014-2021	SHAF.O3	10 000	5-juin -14	10 000 000 000
BIDC-EBID 6,50 %2014-2021	BIDC.O3	10 000	22-juil. -14	40 000 000 000
Montant total				304 485 600 000

8. Radiations de la cote

Le marché des actions n'a enregistré aucune radiation, celle de TRITURAF étant encore en attente de l'autorisation du CREPMF.

Par contre, le marché obligataire a enregistré huit (08) radiations pour des emprunts arrivés à maturité, d'un montant total de 41,99 milliards de FCFA :

- BOA BENIN 6,20 % 2009-2014, le 23 juin 2014 ;
- BOA BURKINA FASO 6,20 % 2009-2014, le 23 juin 2014 ;
- BOA COTE D'IVOIRE 6,20 % 2009-2014, le 23 juin 2014 ;
- BOA MALI 6,50 % 2009-2014, le 23 juin 2014 ;
- BOA NIGER 6,50 % 2009-2014, le 23 juin 2014 ;
- BOA SENEGAL 6,50 % 2009-2014, le 23 juin 2014 ;
- TPCI 6,95 % 2009-2014, le 5 août 2014 ;
- SHELTER AFRIQUE 6 % 2008-2014, le 21 novembre 2014.



9. Publication d'informations financières

Du 2 janvier au 31 décembre 2014, toutes les sociétés cotées ont publié leurs états financiers et leurs avis de convocation aux Assemblées Générales, à l'exception de TRITURAF (société en liquidation). Les statistiques relatives à ces publications se présentent comme suit :

- trente-neuf (39) états financiers dont trois (3) états relatifs aux exercices 2011 et 2012 ;
- seize (16) états financiers approuvés dont un (1) état relatif à l'exercice 2012 ;
- un (1) rapport d'activité du troisième trimestre 2013 ;
- un (1) rapport d'activité du deuxième semestre 2013 ;
- neuf (9) rapports d'activités du premier trimestre 2014 ;
- trente-quatre (34) rapports d'activités du premier semestre 2014 ;
- huit (8) rapports d'activités du troisième trimestre 2014 ;
- trente-sept (37) avis de convocation d'AGO ;
- trois (3) avis de convocation d'AGE ;
- sept (7) avis de convocation d'AGM.

Concernant les informations non-périodiques, quarante-neuf (49) publications ont été effectuées par les sociétés cotées.





ACTIVITES DE LA BRVM



1. Contexte

Dans le cadre du Plan Stratégique 2014-2021 sous l'égide du CREPMF visant à « faire du Marché Financier Régional une place financière africaine attractive et sécurisée pour un financement durable de l'économie de l'Union », plusieurs objectifs et actions ont été définis, notamment l'accroissement de l'attractivité du marché ainsi que sa promotion.

Sur cette base, le Conseil d'Administration de la BRVM a retenu, lors de sa session du 28 novembre 2012, les orientations stratégiques ci-après :

1. Faire entrer la BRVM dans le classement des 5 premières bourses africaines à l'horizon 2020 ;
2. Accroître la visibilité régionale et internationale de la BRVM, par le biais notamment d'une meilleure communication et une implication plus grande des ANB ;
3. Maintenir la BRVM à un haut niveau technologique avec des innovations régulières ;
4. Faire de la BRVM une société rentable pour les actionnaires.

La mise en oeuvre de ces orientations stratégiques a conduit à plusieurs actions dans les principaux domaines d'activités que sont le développement, la communication et la promotion du marché, l'amélioration du cadre de fonctionnement des opérations de bourse et de celui du dépositaire, le renforcement et la sécurisation des systèmes d'information, le développement du capital humain, l'amélioration du cadre de vie et des relations extérieures, et le contrôle et l'audit interne.

2. Développement, communication et promotion du marché

Au titre du développement, de la communication et de la promotion du marché, plusieurs actions ont été entreprises en 2014. Les principales actions ont trait à :

2.1. Etude pour la mise en place d'un compartiment dédié aux PME et aux entreprises de croissance

Les économies de l'UEMOA sont essentiellement composées de PME qui constituent le moteur de la création des emplois. Cependant, un aperçu de l'état des lieux du financement de ces entreprises dans notre Union laisse apparaître leurs difficultés pour la mobilisation de ressources en vue d'assurer leur pérennité.

Face à ce constat, la BRVM envisage ouvrir sur son marché des actions, un troisième compartiment dédié aux PME et aux entreprises de croissance.

Aussi, une note relative au mécanisme d'accès à la cote des PME et des entreprises à fort potentiel de croissance a été élaborée en novembre 2012. Capitalisant les différentes contributions et eu égard à l'évolution significative du tissu économique de l'Union, la BRVM a affiné les caractéristiques du Troisième Compartiment qui ont à nouveau évolué à la lumière des conclusions de différentes rencontres régionales et internationales sur les PME notamment :

- une rencontre avec Euronext à Paris (Mars 2014) ;
- le Congrès 2014 de la World Federation of Exchanges (WFE) à Doha (25-26 mars 2014) ;
- le Salon Investia à Tunis (22-23 mai 2014).



Un dossier relatif à la mise en place de ce nouveau compartiment comprenant la note projet mise à jour et un chronogramme indicatif a été transmis au CREPMF. Initialement prévu pour entrer dans sa phase active dès décembre 2014, la mise en oeuvre dudit chronogramme a été reportée à partir de janvier 2015.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en place des mesures d'accompagnement nécessaires au démarrage du Troisième Compartiment, notamment le Fonds de Soutien à l'introduction, la BRVM et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) ont eu une séance de travail, le 30 mai 2014, à Lomé. A l'issue de cette rencontre, la BOAD a marqué un intérêt pour une participation financière au Fonds de Soutien.

2.2. BRVM Investment Days

La BRVM a organisé la 1^{ère} édition des « BRVM Investment Days », les 30 septembre et 1^{er} octobre 2014, à Paris. Ce Road Show visait les objectifs ci-après :

- faire découvrir les opportunités qu'offre le Marché Financier Régional aux investisseurs internationaux ;
- présenter aux investisseurs les opportunités des entreprises cotées à la BRVM ;
- expliquer le cadre de l'intermédiation boursière dans l'UEMOA aux investisseurs internationaux.

Le Road Show de la BRVM s'est déroulé sur deux (2) journées. Durant ces deux (2) journées, six (6) panels ont été organisés et trente-quatre (34) intervenants de haut niveau parmi lesquels on retiendra M. Christian ADOVELANDE, Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), M. Arnaud DE BRESSON, Délégué Général de PARIS EUROPLACE, M. Paul DERREUMAUX, Fondateur de BANK OF AFRICA GROUP et M. Lionel ZINSOU, Président de la Fondation Afrique-France, ont partagé leurs expériences avec plus de cent vingt (120) participants.

Un site web dédié aux « BRVM INVESTMENT DAYS », dont l'adresse est la suivante www.brvminvestmentdays.com, a été mis en place. Ce site a servi de plateforme d'inscription et d'information sur l'évènement. Au 30 septembre 2014, date de démarrage de l'évènement, 2 913 visites ont été enregistrées. Après l'évènement, le site est toujours visité par les internautes et comptabilise 3 979 visites au 31 décembre 2014.

2.3. Media Days

La BRVM a organisé des journées média exclusivement destinées aux professionnels des medias dans les différents pays de l'UEMOA afin de les sensibiliser et les former sur les questions relatives à la bourse. Plusieurs thèmes ont été abordés durant ces journées :

- **Bénin** : le financement des infrastructures par la bourse ;
- **Burkina Faso** : le record de capitalisation d'une bourse ;
- **Côte d'Ivoire** : le dividende : rémunération de l'actionnaire ;
- **Mali** : la sortie des fonds d'investissement par la bourse ;
- **Niger** : le financement des Etats : Bons du Trésor versus Obligations d'Etat ;
- **Sénégal** : le fractionnement des Actions ;
- **Togo** : la privatisation des entreprises publiques par la bourse.

Les Media Days ont suscité beaucoup d'engouement dans chacun des pays où ils ont été organisés.

2.4. Interviews et articles de presse

Diverses interviews ont été réalisées tant avec la presse internationale que régionale (Financial Afrik, The Banker, Reuters, Amcham News, Vox Africa, Agence Ecofin, Frat Mat Magazine, Le Prévoyant, Jeune Afrique).

Diverses insertions ont été réalisées, la plupart couplée à des interviews ou articles de presse (Trader, Financial Afrik, Jeune Afrique, Frat Mat Magazine, Agenceecofin.com, The Africa Report, Lesariques.com, Voxafrica.com, PME Magazine).

Les organes de presse ont été régulièrement sollicités pour la couverture des événements organisés par la BRVM.

Au cours de cette année, plus de sept cent cinquante-quatre (754) articles ont été produits.

2.5. Présence sur les réseaux sociaux

La BRVM a accru en 2014 sa présence sur les réseaux sociaux.

Des pages de réseaux sociaux, permettant d'accentuer la promotion des activités de la BRVM et d'améliorer sa relation de proximité avec le grand public, ont été élaborées sur quatre vecteurs de transmission :

1. FACEBOOK (Bourse Régionale des Valeurs Mobilières) : 1 994 visites ;
2. TWITTER (@BRVM_UEMOA) : 394 abonnés ;
3. GOOGLE+ (BRVM_UEMOA) ;
4. LinkedIn (Regional Stock Exchange BRVM).

2.6. Rencontres avec les acteurs du marché

Dans le cadre des actions visant le renforcement et l'amélioration des relations avec leurs différents partenaires, les Structures Centrales ont reçu, à leur siège, les Acteurs commerciaux ainsi que les différentes Associations du Marché Financier Régional, suivant le chronogramme ci-après :

- les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) et l'Association Professionnelle des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (APSGI), le 20 janvier ;
- les Sociétés de Gestion d'OPCVM (SGO) et l'Association des Sociétés de Gestion d'OPCVM et de Patrimoine (ASGOP), le 24 janvier ;
- l'Association des Actionnaires des Sociétés Cotées (AASCOT), le 28 janvier ;
- les Banques Teneurs de Comptes Conservateurs (BTCC), le 30 janvier ;
- le Club des Sociétés Cotées (CSC), le 05 février.

2.7. Signature de Memorandum Of Understanding (MOU) avec les Fonds d'Investissement

Compte tenu de l'importance des Fonds d'investissement dans le développement des marchés boursiers, la BRVM a entrepris de développer une étroite collaboration avec divers Fonds d'investissement par la signature de protocoles d'accord (MOU).

Après les premières actions d'identification de différents fonds suivies de l'envoi des protocoles d'entente aux fonds identifiés (AFIG FUNDS ; ABRAAJ GROUP ; EMERGING CAPITAL PARTNERS - ECP - ; CAURIS MANAGEMENT et PCM), les projets de MOU avec les Fonds AFIG et CAURIS MANAGEMENT ont été finalisés et celui avec CAURIS MANAGEMENT a fait l'objet de signature au cours d'une cérémonie qui a eu lieu dans les locaux de la BRVM, le mardi 04 février 2014.



Concernant les autres fonds, des courriers de relance ont été envoyés.

Par ailleurs, dans le cadre du suivi du MOU signé avec Cauris Management, la BRVM a reçu, dans ses locaux, du 11 au 14 août 2014, un représentant dudit fonds, venu s'imprégner de ses activités et notamment du 3^{ème} compartiment en préparation.

2.8. Formation du grand public

La formation du grand public fait partie des actions envisagées dans le cadre de la promotion et du développement du Marché Financier Régional.

Pour ce faire, cette activité, dont la mise en oeuvre a été confiée aux Antennes Nationales de Bourse (ANB) depuis son lancement en 2013, s'est poursuivie en 2014, avec un total de 173 auditeurs effectivement formés qui ont reçu une attestation de formation.

Le tableau de suivi des formations se présente comme ci-après :

PAYS	ANNEE 2014				
	SESSION 1	SESSION 2	SESSION 3	SESSION 4	TOTAUX
BENIN	10	15	0	0	25
BURKINA FASO	0	7	13	0	20
COTE D'IVOIRE	11	9	23	20	63
MALI	37	0	0	0	37
NIGER	0	0	0	0	0
SENEGAL	0	0	0	28	28
TOGO	0	0	0	0	0
TOTAUX	58	31	36	48	173

2.9. Rencontres avec les Comités de privatisation

Afin de sensibiliser les Etats à se désengager des entreprises publiques par le marché tout en favorisant le développement de l'actionnariat populaire, la BRVM a organisé, en 2013, des rencontres avec les organes en charge des privatisations au sein de l'Union.

Cette activité n'a pas enregistré de développement nouveau en 2014 et la BRVM reste toujours dans l'attente de la confirmation de la tenue d'une première rencontre avec l'organe en charge de la privatisation au Bénin.

2.10. Création des clubs d'investissement

Dans l'optique de favoriser l'accroissement de la culture boursière dans les pays de l'UEMOA, la BRVM a entrepris de susciter la création de clubs d'investissement. Pour ce faire, un objectif de deux (2) clubs d'investissement à créer par pays a été fixé.

A fin décembre 2014, dix (10) Clubs ont été créés pour l'ensemble de l'Union (depuis le lancement du projet en 2013) pour un montant d'actifs de 307 072 037 FCFA.

Tableau de suivi des Clubs d'investissement créés

Pays	Nombre de Clubs	Montant des actifs
BENIN	3	66 644 485
BURKINA FASO	2	38 261 792
COTE D'IVOIRE	-	-
MALI	1	6 829 441
NIGER	2	7 181 850
SENEGAL	1	188 154 469
TOGO	1	-
TOTAL	10	307 072 037

2.11. Développement d'une coopération avec les écoles et Universités

Dans le cadre du développement et du renforcement de la culture boursière dans les pays de l'UEMOA, la BRVM a entrepris de mettre en place un cadre formel de collaboration avec les grandes écoles, universités et instituts de formation des pays de l'UEMOA.

Cette activité est mise en oeuvre par les ANB au plan local. Au 31 décembre 2014, huit (8) conventions de délocalisation ont été signées, trois (3) salles de marché ont été mises en place et deux (2) conventions de partenariat ont été signées.



Tableau de suivi des conventions

PAYS	ETABLISSEMENT	TYPE DE CONVENTION	ETAT D'AVANCEMENT
BENIN	ISMA	Délocalisation	En cours
	ENEAM	Délocalisation	Signée
BURKINA FASO	ENAREF	Délocalisation	Signée
	ISIG	Délocalisation	Signée
COTE D'IVOIRE	EP CCI CI	Délocalisation + Partenariat	Signées et connecté
	UFR SEG	Délocalisation	En cours
MALI	ISTA Techno LAB Bamako	Délocalisation	Signée
	IAM Bamako	Délocalisation	Signée
NIGER	ETEC	Délocalisation	Signée
	FSEJ	Délocalisation	En cours
SENEGAL	Sup De Co Dakar	Délocalisation + Partenariat	Signées et connecté
	IAM Dakar	Délocalisation + Partenariat	Signées et connecté
TOGO	ENAM	Délocalisation	En cours
	FASEG	Délocalisation	En cours

2.12. Développement d'une coopération avec les Chambres de Commerce

Dans le cadre de l'amélioration du dynamisme du marché, la BRVM a entrepris de renforcer sa collaboration avec les Chambres de Commerce et d'Industrie des pays de l'Union par la mise en place d'un cadre formel destiné à sensibiliser les entreprises des pays concernés sur les opportunités offertes.

Au 31 décembre 2014, des partenariats ont été signés avec :

- la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Côte d'Ivoire, le 23 janvier 2014 ;
- la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso, le 21 février 2014 ;
- la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo, le 05 mars 2014 ;
- la Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger, le 10 juin 2014 ;
- la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali, le 13 juin 2014.

2.13. Vente d'information aux Rediffuseurs d'information

Dans l'objectif d'améliorer sa visibilité, de renforcer le dynamisme du marché et de développer une activité génératrice de revenus additionnels, la BRVM envisage de consolider son activité de vente d'information aux Rediffuseurs d'information.

A cet effet, une note relative à la mise en oeuvre de ce projet a été élaborée et suivie de la confection d'un catalogue des produits/services offerts.

Des offres ont été envoyées à tous les Rediffuseurs identifiés et les demandes d'informations techniques complémentaires reçues ont été traitées.

2.14. Adhésion de la BRVM au Forum International pour l'Education des Investisseurs (IFIE)

Dans le cadre des activités de développement et de promotion, la BRVM a souhaité marquer une présence plus active au sein des différentes associations et fédérations internationales par l'adhésion et la participation à leurs différentes rencontres et activités.

A cet effet, et dans l'optique de renforcer son action en matière d'éducation des investisseurs, la BRVM a entrepris, au cours de l'année 2014, des démarches en vue de son affiliation au Forum International pour l'Education des Investisseurs (IFIE) afin de bénéficier de l'appui de cette organisation dans le cadre de sa nouvelle politique d'éducation des investisseurs et du grand public.

2.15. Coopération avec les autres places boursières

Dans le cadre du Projet d'intégration des bourses de la CEDEAO (WACMI - West African Capital Markets Integration), la BRVM a participé activement aux différents travaux des sous-comités techniques et du Conseil (The Council - WACMIC).

Les sous-comités se sont réunis à plusieurs reprises et ont abouti à un processus d'intégration en trois (3) étapes validé par le WACMIC.

1. **Phase 1** - Accès sponsorisé dont le démarrage était prévu pour le 1^{er} avril 2014 ;
2. **Phase 2** - Intégration des QWABs ;
3. **Phase 3** - Marchés des capitaux totalement intégrés.

Divers ateliers de sensibilisation, destinés aux brokers, ont été organisés dans la région - Accra, Lagos, Abuja, Abidjan -. Le dernier atelier a eu lieu à Abidjan le 2 Avril 2014. Cet atelier a été précédé de la 4^{ème} réunion du WACMIC qui s'est tenue également à Abidjan les 31 mars et 1^{er} avril 2014.

Par ailleurs, dans le cadre de la coopération avec les places boursières de l'Afrique du Nord, la BRVM a organisé une visite de travail à la Bourse de Casablanca, du 19 au 25 janvier 2014.

Enfin, dans le cadre de la coopération avec les places boursières de l'Afrique Centrale, la BRVM a participé au séminaire régional organisé par la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF), à Yaoundé en République du Cameroun, du 10 au 11 décembre 2014, dans le cadre de la vulgarisation du Règlement Communautaire de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale - CEMAC - relatif à l'inscription en compte des valeurs mobilières et autres instruments financiers.

2.16. Plan stratégique 2014 - 2021

Dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan Stratégique 2014-2021 du Marché Financier Régional sous l'égide du CREPMF, la BRVM a participé à plusieurs rencontres notamment la table ronde des Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) organisée en collaboration avec Making Finance Work For Africa (MFW4A), une initiative de la Banque Africaine de Développement (BAD) visant à soutenir le développement des secteurs financiers africains.

La Table ronde avait pour objectif de présenter le document de Plan stratégique 2014 - 2021 aux Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) en vue de recueillir leurs intérêts pour le Marché Financier Régional et leurs intentions pour soutenir la stratégie par la mise en oeuvre des actions identifiées.



2.17. Participation à diverses rencontres internationales

Dans le cadre des activités de développement et de promotion, la BRVM a participé à plusieurs rencontres/séminaires internationaux :

- Salon Investir en Côte d'Ivoire, du 29 janvier au 1^{er} février 2014, à Abidjan en Côte d'Ivoire ;
- Journée annuelle des dirigeants de banque, du 6 au 7 février 2014 à Abidjan en Côte d'Ivoire ;
- 38^{ème} Assemblée Générale de la FANAF, du 17 au 21 février 2014 à Ouagadougou au Burkina Faso ;
- Salon Africallia, du 26 au 28 février 2014 à Ouagadougou au Burkina Faso ;
- Rencontre annuelle de l'Africa and Middle East Depositaries Association (AMEDA) à OMAN, le 10 mars 2014 ;
- Africa Ceo Forum, du 17 au 19 mars 2014 à Genève en Suisse ;
- World Exchange Congress 2014, du 24 au 26 mars 2014 à Doha au Qatar ;
- Petit-déjeuner débat de l'ASA-CI sur «L'utilité de la notation financière pour les compagnies d'assurances », le 16 avril 2014 à Abidjan en Côte d'Ivoire ;
- 3^{ème} édition de la CGECI Academy, du 24 au 25 avril 2014 à Abidjan en Côte d'Ivoire ;
- Rencontres avec les investisseurs internationaux, du 6 au 8 mai 2014 à Toronto (Canada) ;
- Forum Investia, du 22 au 24 mai 2014 à Tunis en Tunisie ;
- Séminaire AGEFI, le 19 juin 2014 à Paris en France ;
- Paris Europlace, du 8 au 9 juillet 2014 à Paris en France ;
- Forum « Investir dans l'UEMOA », du 9 septembre 2014 à Dubaï à l'initiative de la Commission de l'UEMOA, de la BOAD et du CREPMF ;
- Sommet des Affaires Canada - Afrique, le 18 septembre 2014 à Toronto au Canada ;
- Ai Ceo Institutional Investment Summit, le 22 septembre 2014 à New York aux Etats-Unis ;
- Forum pour le développement de l'Afrique organisé par la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) du 12 au 16 octobre 2014 à Marrakech au Maroc ;
- Journées Nationales de Promotion des PME et de l'Artisanat (JNPPME 2014), du 16 au 18 octobre 2014 à Abidjan en Côte d'Ivoire ;
- Africa SME Champion Forum, du 11 au 12 novembre 2014 à Dakar au Sénégal ;
- Tournoi boursier Maroc-UEMOA, du 25 novembre au 8 décembre 2014 à Casablanca au Maroc ;
- 18^{ème} Conférence Annuelle de l'ASEA, du 23 au 25 novembre 2014 à Diani au Kenya, au cours de laquelle le Directeur Général de la BRVM a été élu au Comité exécutif de l'ASEA.

2.18. Rencontres avec les acteurs locaux et internationaux

Dans le cadre des activités de développement et de promotion, la BRVM a eu des séances de travail avec les acteurs locaux (SGI, Associations professionnelles, Ordre des Médecins, Ordre des architectes, etc.), les fonds d'investissement (Franklin Templeton Investments, ALTO INVEST, BERNSTEIN VALUE EQUITIES, DEVELOPMENT CAPITAL PARTNERS, etc.) et les Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) - AFD, Proparco, Banque Mondiale, FMI, SFI.

3. Amélioration du cadre de fonctionnement des opérations de bourse

3.1. Introduction de nouvelles sociétés à la cote de la BRVM par les opérations de privatisation

Dans le cadre de la dynamisation des activités de la Bourse à travers l'augmentation du nombre de sociétés cotées, la BRVM envisage de tirer profit des opérations de privatisations prévues dans l'UEMOA. Pour ce faire, une fiche technique des sociétés à privatiser a été élaborée.

3.2. Diffusion du nouveau format du BOC en anglais

Le passage à la cotation en continu, le 16 septembre 2013, a conduit à l'élaboration d'un nouveau format du BOC en français. Dans un souci d'amélioration et d'une meilleure cohérence des documents produits, un nouveau format du BOC en anglais est également produit et diffusé à l'attention des investisseurs anglophones depuis le 3 février 2014.

3.3. Admission des nouvelles sociétés au Troisième Compartiment

Dans la perspective de l'ouverture d'un troisième compartiment dédié aux PME, aux sociétés à fort potentiel de croissance et aux sociétés en quête de capital de démarrage, une note relative aux aspects portant sur le mode de cotation des valeurs de ce compartiment, aux types d'ordres de bourse, aux horaires de cotation ainsi qu'aux dispositions réglementaires à actualiser, a été élaborée.

3.4. Admission des entreprises cotées sur la BRVM aux indices « MSCI » et « Standard & Poor's »

Afin d'accroître sa visibilité et sa notoriété sur le plan international, la BRVM a entrepris plusieurs activités pour l'intégration des entreprises cotées aux indices internationaux notamment les indices «Morgan Stanley Capital International (MSCI)». Les diligences suivantes ont été menées :

1. Elaboration d'une note sur l'admissibilité de la BRVM aux indices MSCI ;
2. Organisation d'audio conférences avec les analystes de MSCI ;
3. Production d'un rapport d'étape sur l'admissibilité de la BRVM aux indices MSCI ;
4. Publication sur le site internet de la BRVM des informations relatives aux émetteurs (niveaux de flottants, Chiffres d'Affaires et résultats financiers, etc.).

Certaines entreprises cotées à la BRVM ont été admises au mois de juin à l'indice « MSCI Standalone Markets ».

Par ailleurs, des entreprises cotées à la BRVM ont été également admises au mois de mai à l'indice « S&P Côte d'Ivoire BMI Index » de « Standard & Poor's ».

3.5. Flottant des sociétés cotées

Dans le cadre de l'amélioration de la liquidité du marché et dans l'optique d'encourager les sociétés cotées à déclarer elles-mêmes leurs niveaux de flottants à la BRVM, la Bourse a mené les diligences suivantes :

1. L'élaboration d'une note sur la situation du flottant des sociétés cotées ;
2. L'élaboration d'une note sur le mode de collecte des informations sur le flottant des sociétés cotées ;
3. L'élaboration d'un projet d'Instruction portant sur la déclaration du flottant des sociétés cotées par elles-mêmes et leurs registraires ;
4. Une consultation des SGI sur le projet d'Instruction.



Par ailleurs, en vue de disposer des données relatives au capital flottant des sociétés à fin décembre 2013, un courrier a été adressé aux SGI registraires, qui y ont répondu favorablement dans leur ensemble. Ces informations sont disponibles sur le site web de la BRVM depuis le mois de novembre 2014.

3.6. Transactions réalisées par « Achetés/Vendus »

Dans le cadre de la migration au nouveau logiciel de cotation - Quick Trade -, les modalités des transactions de blocs (Acheté/Vendu) ont été modifiées. A la demande des SGI, de nouvelles propositions ont été faites sur les modalités de réalisation des transactions de blocs et leur ont été transmises. Un projet d'Instruction, basé sur ces propositions adaptées à la cotation en continu, a été soumis aux SGI à travers une consultation de place. Une Instruction relative aux nouvelles modalités de l'Acheté/Vendu est en cours d'adoption par la BRVM.

3.7. Mise en place d'un dispositif de diffusion en temps réel des cours de bourse sur le site internet de la BRVM

Pour permettre aux investisseurs de mieux suivre les évolutions des cours et des indices pendant la séance de cotation, un dispositif de diffusion en temps réel des données du marché sur le site Web de la BRVM a été mis en place.

3.8. Calendrier des Assemblées Générales

Le calendrier des Assemblées Générales (AG) permet aux investisseurs d'être informés sur leur tenue, mais aussi de disposer d'une meilleure programmation de ces rencontres. Le nouveau format du BOC, adopté lors du passage à la cotation en continu, ne prenait pas en compte ce besoin des investisseurs.

Pour y apporter une réponse, un document en version française et anglaise relatif au calendrier des Assemblées Générales a été élaboré. Ce document est mis en ligne sur les sites web de la BRVM et est également diffusé avec le BOC.

3.9. Mise en oeuvre du fractionnement des titres

L'atteinte du seuil de 500 000 FCFA du cours de l'action SOLIBRA au cours du deuxième trimestre 2014 a conduit la BRVM à initier une rencontre avec la Direction Générale de la société SOLIBRA, en vue de la sensibiliser sur la nécessité d'un fractionnement de ses actions.

Cette démarche a abouti à un accord de la société, qui a approuvé lors de son Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014, le principe du fractionnement à raison de deux (2) actions nouvelles pour une (1) action ancienne.

Aussi, le 30 décembre 2014, il a été procédé à un fractionnement des actions de SOLIBRA dans le rapport précité.

3.10. Production des revues du marché

Les revues annuelles 2011, 2012 et 2013 ont été élaborées. Les travaux de production de ces revues sont en cours.

3.11. Adoption des indices flottants

La hausse ou la baisse du cours de certaines valeurs composant les indices de la BRVM provoquent des fortes variations de ces indices du fait du poids de ces valeurs. Afin d'atténuer ces variations et de mieux refléter le marché, une étude relative à l'adoption des indices flottants a été réalisée à la suite des conclusions de la visite de travail à la Bourse de Casablanca et le principe a été adopté.

Par ailleurs, la BRVM envisage de profiter de ce passage aux indices flottants pour adopter la base 1 000 pour ses principaux indices.

3.12. Travaux de réaménagement et de traduction des sites internet de la BRVM

Afin de rendre plus attractifs et plus fluides ses sites web, la BRVM a initié un projet de réaménagement desdits sites. Ce projet couvre également la traduction des sites en Anglais afin d'attirer un plus grand nombre d'investisseurs. Une note de projet et un cahier des charges ont été élaborés.

3.13. Adoption de nouvelles instructions

Sur le marché des obligations, les titres de créance sont négociés en pourcentage du nominal. Cependant, le pas de cotation précédemment mentionné dans les textes de la BRVM était erroné. Afin de corriger cette situation, la BRVM a publié deux nouvelles instructions :

- L'instruction N°01 - 2014 / BRVM / DG relative au pas de cotation des titres de créance ;
- L'instruction N°02 - 2014 / BRVM / DG relative aux quotités de négociation.

3.14. Diffusion du Bulletin Officiel de la Cote - BOC

Afin de réduire la taille des envois du BOC et de ses annexes par la messagerie électronique, la BRVM a envisagé une mise à disposition de ces documents par l'envoi d'un lien de téléchargement. Des tests opérationnels ont été réalisés du 31 juillet au 22 août 2014 avec le personnel du siège, les assistants d'ANB et les SGI.

3.15. Rédaction des procédures opérationnelles

Les procédures suivantes de gestion des opérations ont été rédigées et le chantier de rédaction et de validation des procédures opérationnelles se poursuit au 31 décembre 2014.

4. Renforcement et sécurisation des systèmes d'information

Au titre du renforcement et de la sécurisation des Systèmes d'Information, plusieurs actions ont été entreprises en 2014. Les principales actions ont trait à :

4.1. Renforcement de la sécurité des Systèmes d'Information

Dans le cadre du renforcement de la sécurité des Systèmes d'Information (SI), plusieurs mesures ont été mises en oeuvre notamment le déploiement d'un serveur de mise à jour pour les serveurs situés dans la DMZ, le déploiement d'un outil de scanning et de détection des failles de sécurité sur les systèmes, la mise en place au Siège d'un accès Internet dédié aux visiteurs de la BRVM et totalement séparé du réseau informatique de la BRVM et la mise en place d'un outil de notification d'expiration de comptes. Par ailleurs, des actions visant à renforcer le site de secours de Bamako ont été engagées.



4.2. Mise en place d'un outil de diffusion par SMS

Dans le cadre de ses actions de diffusion de la culture boursière et de commercialisation des données du marché, la BRVM a entrepris de mettre en oeuvre un projet de diffusion de l'information boursière aux abonnés de la téléphonie mobile par le canal du SMS (Short Message Service) en exploitant le réseau des opérateurs télécoms.

Le choix de ce projet se justifie par le fait qu'il constitue à la fois un canal de diffusion d'information grand public permettant de susciter les investissements boursiers et une source de revenus pour la BRVM dans un contexte de forte croissance du taux de pénétration de la téléphonie mobile.

Le processus est en cours entre la BRVM et un prestataire VAS (Services à Valeur Ajoutée) à Abidjan pour la signature d'un contrat de prestation. Des démarches similaires seront menées auprès des Opérateurs Télécoms des autres pays de l'UEMOA en vue du lancement du service dans chacun des pays.

Le premier lancement du service, envisagé en avril 2015, se fera en Côte d'Ivoire où les échanges sont plus avancés avec certains Opérateurs Télécoms pour la signature d'un contrat de partenariat.

4.3. Mise en place de FIX GATEWAY

Depuis la mise en place de son nouveau système de négociation, la BRVM dispose d'une interface FIX à grande vitesse de traitement conçue sur le standard de connectivité FIX 4.4 et communément appelée « FIX Gateway ».

Cette interface permet aux acteurs et partenaires de la Bourse de faire communiquer leur système d'information avec le système de négociation de la Bourse et offre les possibilités ci-après :

- La récupération en temps réel de données du marché - cours, indices, carnets d'ordres, etc. A ce jour, cette fonctionnalité est commercialisée pour permettre aux revendeurs d'informations de disposer du flux BRVM en temps réel ;
- L'envoi d'ordres directement à partir d'un système d'information externe sans ressaisie des ordres des clients finaux. Cette fonctionnalité est réservée exclusivement aux SGI.

Depuis plusieurs mois, des SGI du marché de l'UEMOA ont saisi la BRVM en vue de l'exploitation des fonctionnalités offertes par le FIX Gateway. Des tests techniques ont été conduits avec les SGI intéressées et ont été satisfaisants.

Les discussions sont en cours avec le Conseil Régional pour obtenir l'autorisation de mettre cette passerelle à la disposition des SGI.

4.4. Mise en place d'une application mobile pour tablettes et smartphones

Dans le cadre de ses actions de diffusion de la culture boursière, la BRVM a entrepris de mettre en place une application mobile pour la consultation des données boursières.

L'objectif de cette application est de permettre aux personnes disposant de smartphones et tablettes de pouvoir, à tout instant, consulter les informations boursières du Marché Financier Régional.

Des études avancées ont été réalisées ainsi qu'un appel d'offres a été lancé et bouclé.

4.5. Elaboration d'un Schéma Directeur des Systèmes d'Information

La BRVM envisage l'élaboration d'un Schéma Directeur qui servira de base d'orientation stratégique pour le développement, la modernisation et l'alignement de ses systèmes d'information avec le plan stratégique de l'entreprise.

Un processus d'appel d'offres a été lancé et bouclé. La mise en oeuvre du projet est prévue pour 2015.

4.6. Mise en place d'un site Web de téléchargement du BOC

La BRVM a procédé au développement d'un site de téléchargement des Bulletins Officiels de la Côte (BOC) quotidiens, ainsi que des avis, communiqués et autres documents attachés. Les fichiers resteront archivés sur le site de téléchargement sur une période définie ; ce qui permettra à tous les destinataires du BOC de télécharger les fichiers de leur choix à leur convenance.

5. Développement du capital humain de la BRVM

Différentes actions notamment pour le recrutement, la formation et la gestion administrative du Personnel ont été réalisées en 2014.

5.1. Recrutement

L'effectif de la BRVM est de 53 agents au 31 décembre 2014 contre 47 au 31 décembre 2013 et 42 au 31 décembre 2012, soit une progression linéaire d'environ 12 % par an.

L'accroissement de l'effectif en 2014 est lié au recrutement des Directeurs de Départements qui ont rejoint l'équipe de la BRVM en janvier et février 2014.

5.2. Formation du personnel

En 2014, une note d'orientation pluriannuelle (2014-2016) a été élaborée afin d'identifier les grands domaines dans lesquels les compétences des agents doivent être renforcées pour répondre à la vision stratégique et aux évolutions de la BRVM à l'horizon 2020.

Diverses actions de formation ont été effectuées. Le nombre de personnes ayant participé à une formation sur les trois dernières années se présente comme suit :

Catégorie socio-professionnel	Nombre		
	2012	2013	2014
Directeurs et cadres supérieurs	2	9	7
Cadres moyens	2	6	3
Autres agents	-	1	1
Total	4	16	11

Par ailleurs, en 2014, le Comité de Direction élargi (12 directeurs, 10 cadres supérieurs et 02 cadres moyens) a participé à un séminaire sur la gouvernance et l'esprit d'équipe. Cet effort sera renforcé en 2015.



5.3. Gestion administrative

Trois faits importants et inédits ont aussi marqué la gestion du personnel en 2014 :

- l'Assemblée Constitutive de la Mutuelle du personnel de la BRVM ;
- l'affiliation de la BRVM au Fonds Autonome d'Assurance Maladie (FAAM) de la CRRAE ;
- la visite médicale du personnel de la BRVM.

Toujours dans le cadre de la gestion du personnel, plusieurs décisions importantes ont été prises :

- Décision N° 2014-001/BRVM/DG, portant mise à jour de l'organisation et du fonctionnement de la BRVM ;
- Décision N° 2014/003/BRVM/DARH/DG, portant sur le paiement d'une prime de rendement au personnel de la BRVM.

6. Amélioration du cadre de vie et des relations extérieures

Afin de disposer d'espace supplémentaire, la BRVM a entrepris des travaux d'extension de son siège. Ces travaux, financés sur fonds propres, ont consisté essentiellement à la construction de trois (3) niveaux supplémentaires de bureaux et d'espace de restauration sur le bâtiment existant (2 niveaux).

La conduite générale du projet a été confiée au Cabinet ACA en tant que Maître d'oeuvre.

Le chantier a démarré en juillet 2011.

Les travaux de la première phase ont été pratiquement terminés en 2013. Le personnel a déménagé dans les étages de l'extension en juillet et Août 2013.

La Direction Générale a déménagé dans l'étage de direction en novembre 2013.

Les travaux se sont poursuivis en 2014. La réception provisoire a été signée en avril 2014. Par ailleurs, plusieurs aménagements ont été apportés dans les locaux en 2014.

Concernant les relations extérieures, elles ont connu une évolution notable au cours de l'année 2014 qui s'est traduite par l'organisation, l'accueil, l'installation et l'assistance des participants à plusieurs importantes réunions qui ont eu lieu à Abidjan à savoir :

- les Conseils d'Administration et les Assemblées Générales de la BRVM ;
- les réunions du WACMIC.



7. Contrôle et audit interne

Différents chantiers ont été ouverts en 2014 :

Au titre du contrôle et de la conformité, les actions se sont concentrées sur :

- la relecture, la mise à jour et la modification des textes de la BRVM ;
- la mise en oeuvre du chantier des profils et des habilitations ;
- la conduite d'enquêtes de vérification diligente avant la signature d'accords-cadres ;
- le suivi du dossier relatif au partenariat entre la BRVM et l'Institut National des Administrateurs de Cote d'Ivoire (l'INAD-CI) ;
- la vérification de la conformité de processus.

Au titre de l'audit interne, les activités ont porté sur :

- la mise en oeuvre des actions correctrices issues des audits externes récents ;
- la formalisation du cadre d'exercice des activités des auditeurs (rédaction des chartes, manuels de procédures, mise en place des notations, etc.) ;
- l'identification des processus et des risques associés.

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



**BOURSE REGIONALE
DES VALEURS
MOBILIERES**

*Exercice clos le
31 décembre 2014*

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014 sur :

- le contrôle des états financiers annuels de la BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES (BRVM), tels qu'ils sont annexés au présent rapport ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les états financiers annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles généralement admises en Côte d'Ivoire. Ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annuels établis conformément aux règles comptables spécifiques applicables aux intervenants agréés du marché financier régional de l'Union Economique et Monétaires Ouest Africaine (UEMOA), sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société au 31 décembre 2014.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les modalités de mise en oeuvre de la nouvelle tarification et le processus d'approbation du cahier de charges de concession entre la BRVM et le CREPMF, tels que présentés dans les notes annexes aux états financiers.



**BOURSE REGIONALE
DES VALEURS
MOBILIERES**

*Exercice clos le
31 décembre 2013*

2. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes de la société.

Abidjan, le 2 Juin 2015

MAZARS COTE D'IVOIRE

Armand Fandohan
Expert-Comptable Diplômé
Associé

AAC DELOITTE TOGO

Ignace Clomegah
Expert-Comptable Diplômé
Associé



RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



**BOURSE REGIONALE
DES VALEURS
MOBILIERES**

*Exercice clos le
31 décembre 2014*

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 440 de l'Acte uniforme du Traité de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique (GIE), nous vous présentons notre rapport sur les conventions prévues à l'article 438 dudit acte.

Ce rapport concerne les conventions directes ou indirectes conclues entre la société et l'un des administrateurs, Directeur Général ou Directeur Général Adjoint ou entre la société et toute autre entreprise dont l'un des administrateurs serait propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur ou directeur, à l'exclusion des conventions normales portant sur des opérations conclues à des conditions habituelles.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ses conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession applicables en Côte d'Ivoire. Ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1 - Conventions conclues au cours de l'exercice 2014

Le Président du Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice 2014.

2 - Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice

Avec le Dépositaire Central / Banque de Règlement (DC/BR)

Les conventions de services signées le 30 Mai 2002 ont été renouvelées successivement le 21 Décembre 2009 et le 31 Janvier 2013.

**BOURSE REGIONALE
DES VALEURS
MOBILIERES**

*Exercice clos le
31 décembre 2014*

Dirigeants Communs

M. FRANCK TAPSOBA (Représentant Permanent des Etats de l'UMOA et de la CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET D'ARTISANAT DU BURKINA FASO), BOAD, CRRAE UEMOA, ACTIBOURSE, CGF BOURSE, BNI FINANCES, HUDSON & CIE, CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE COTE D'IVOIRE, CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU TOGO, SOCIETE SABU NYUMAN, SGI NIGER, ATEPA TECHNOLOGIES : Tous administrateurs de la BRVM et du DC/BR.

2-1 - Location de locaux**Nature et objet**

La BRVM met à la disposition du DC/BR des locaux meublés à usage professionnel, comprenant des équipements informatiques et de télécommunications, du mobilier et du matériel de bureau.

Modalités

En contrepartie de cette prestation, le DC/BR verse à la BRVM une contribution annuelle déterminée en fonction de la valeur locative et des coûts d'amortissement des immobilisations concernées, augmenté des charges communes d'électricité, d'eau, de sécurité et d'entretien des locaux à concurrence de 12 % du montant facturé à la BRVM.

Cette contribution s'élève à 32 012 661 FCFA pour l'exercice 2014.

2-2 - Refacturation de prestations communes**Nature et objet**

Le DC/BR bénéficie d'une part, de prestations fournies par les services de la BRVM en matière de gestion des ressources humaines, d'administration, de gestion financière et comptable, d'informatique et de technologies de l'information, et d'autre part, de prestations commandées par la BRVM auprès de conseils juridiques et fiscaux.

En outre, les Antennes Nationales de Bourse (ANB) assurent la représentation du DC/BR et de la BRVM dans les Etats membres de l'UEMOA.

**BOURSE REGIONALE
DES VALEURS
MOBILIERES**

Exercice clos le
31 décembre 2014

Modalités

L'ensemble de ces prestations sont refacturées au DC/BR, selon un prorata défini annuellement.

Par ailleurs, les charges salariales de certains membres du personnel sont supportées pour 2/3 par la société qui les emploie et pour 1/3, par celle qu'ils assistent.

Pour l'exercice 2014, les frais refacturés par la BRVM au DC/BR se sont élevés à 485 302 549 FCFA, et ceux facturés par le DC/BR à la BRVM, à 61 281 337 FCFA.

2-3 - Comptes de Liaison

Nature et objet

Un compte de liaison non rémunéré a été créé pour enregistrer les transactions réalisées entre la BRVM et le DC/BR.

Modalités

Au 31 Décembre 2014, ce compte présente un solde de 707 914 170 FCFA en faveur de la BRVM.

Abidjan, le 2 Juin 2015

MAZARS COTE D'IVOIRE



Armand Fandohan
Expert-Comptable Diplômé
Associé

AAC DELOITTE TOGO



Ignace Clomegah
Expert-Comptable Diplômé
Associé

ETATS FINANCIERS



<p align="center">BILAN (du 01 janvier 2014 au 31 décembre 2014) (1^{ère} Partie) (en Francs CFA)</p>				
DESIGNATION DE L'ENTREPRISE : Pays : BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES (COTE D'IVOIRE)				

POSTES	ACTIF	Notes	31.12.N	31.12.N-1
101	Valeurs en caisse		1 745 330	7 757 416
11	Comptes Ordinaires chez les banques de règlements		-	-
121	Banques comptes ordinaires		1 382 996 940	1 039 268 246
122	Banques comptes sur opérations sur titres		-	-
14	Autres comptes de dépôts chez les institutions financières		1 319 910 423	1 319 910 426
16	Valeurs à encaisser		-	-
19	Comptes de créances en souffrance en net (moins provision)		-	-
A	Trésorerie		2 704 652 693	2 366 936 088
20	Titres de transaction		-	-
211-217	Titres de placement (titres propres)		1 237 856 610	1 508 068 809
24	Compte de négociation et de règlements sur opérations sur titres		-	-
29	Moins (-) provisions pour dépréciation			
B	Opérations sur titres		1 237 856 610	1 508 068 809
311	Clients		-	-
317	Clients, créances rattachées		-	-
319	Clients, valeurs non imputées		-	-
Autres. 31	Clients, comptes rattachés		-	-
C	Comptes de la clientèle sur opérations sur titres		-	-
309	Fournisseurs débiteurs		118 261 089	86 415 077
321	Clients, prestations de services		1 662 690 804	1 442 182 549
326	Créances clients litigieuses ou douteuses,		-	-
322 à 325,328	Autres clients		-	-
33 à 34	Personnels et Comptes rattachés – Organismes sociaux		44 333 305	58 318 034
35	Etat et collectivités publiques		39 394 397	80 315 528
36-38	Autres débiteurs divers		778 323 952	977 602 906
39	Moins (-) Dépréciations et risques provisionnés	-	222 316 633	177 556 468
D	Débiteurs divers		2 420 686 914	2 467 277 626
41	Immobilisations financières		217 847 862	144 984 523
42	Dépôts et cautionnements		10 467 826	9 653 826
43	Immobilisations en cours		-	-
44	Charges immobilisées		-	-
45	Immobilisations incorporelles		1 069 028 382	1 037 786 647
46	Immobilisations corporelles		4 250 702 171	2 811 863 873
47	Avances et acomptes versés sur immobilisations		87 433 993	1 400 138 045
48	Moins (-) Amortissements	-	3 016 786 221	2 825 019 457
49	Moins (-) Provisions pour dépréciation	-	215 126 802	89 661 449
E	Valeurs immobilisées nettes		2 403 567 211	2 489 746 008
TOTAL ACTIF			8 766 763 428	8 832 028 531



BILAN

(du 01 janvier 2014 au 31 décembre 2014)

(2^{ème} Partie)

(en francs CFA)

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE : Pays : BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES (COTE D'IVOIRE)

POSTES	PASSIF	Notes	31.12.N	31.12.N-1
F	11 Comptes ordinaires chez les banques de règlements		-	-
	121 à 122 Comptes ordinaires chez les établissements de crédits		886 250	21 750
	15 Autres sommes dues aux institutions financières		-	-
	18 Virement interne		-	9 750 000
	Trésorerie		886 250	9 728 250
G	24 Compte de négociation et de règlement sur opérations sur titres		-	-
	Opérations sur titres et opérations diverses		-	-
H	311 Clients, espèces		-	-
	317 Clients, créances rattachées		-	-
	319 Clients, valeurs non-imputées		-	-
	31 Clients, autres comptes		-	-
	Comptes de la clientèle sur opérations sur titres		-	-
I	329 Clients créditeurs		434 318 390	189 784 293
	30 Fournisseurs et comptes rattachés		367 313 723	617 824 560
	33 à 34 Personnels et comptes rattachés - Organismes sociaux		104 383 099	151 768 787
	35 Etat et collectivités publiques		58 275 540	61 832 999
	38 Autres créditeurs divers		858 427 426	176 215 459
	37 Associé - Groupe		10 652 500	9 520 500
	Créditeurs divers		1 833 370 678	1 206 946 598
J	50 Subventions et autres fonds reçus		-	-
	51 à 52 Provisions		205 442 940	356 836 769
	53 Comptes bloqués d'actionnaires		-	-
	551 Primes liées au capital		48 696 000	48 696 000
	552 Réserves		1 212 408 000	1 212 408 000
	553 Ecart de réévaluation		-	-
	56 Emprunts		801 865 955	819 297 823
	57 Capital et dotations		3 062 040 000	3 062 040 000
	58 Report à nouveau		1 063 817 590	880 744 609
	59 Résultat net de l'exercice		538 236 015	1 254 786 982
	Ressources durables		6 932 506 500	7 634 810 183
TOTAL PASSIF			8 766 763 428	8 832 028 531

COMPTE DE RESULTAT						
(1 ^{ere} Partie)						
(du 01 janvier 2014 au 31 décembre 2014)						
(en francs CFA)						
DESIGNATION DE L'ENTREPRISE : Pays : BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES (COTE D'IVOIRE)						
POSTE	CHARGES			Notes	31.12.N	31.12.N-1
605	Droits d'affiliation DC/BR et BRVM				-	-
602	Charges de transfert				-	-
603	Charges de gestion de comptes				-	-
604	Charges de règlement/livraison				-	-
6081-82	Charges réglementaires				-	-
600, 601, 6087, 609	Autres charges sur opérations sur titres				-	-
K	Charges sur opérations sur titres				-	-
611-612	Achat				86 132 069	75 651 384
613	Transport				100 672 368	77 181 266
614	Services extérieurs				249 669 487	400 666 313
615	Autres services extérieurs				729 628 191	846 092 309
616	Autres charges & pertes diverses				235 755 169	213 452 484
Autres 61	Autres charges externes et charges d'exploitation					
L	Charges externes et charges d'exploitation				1 401 857 284	1 613 043 756
6211	Commissions et courtages sur achats				-	-
6212	Commissions et courtages sur ventes				-	-
Autres 62	Autres rémunérations d'intermédiaires				-	-
M	Rémunérations d'intermédiaires, apporteurs d'affaires				-	-
TN	Valeur ajoutée					
		N	N-1			
	R+S+cpte 74-K-L-M	2 017 383 801	2 236 068 844			
63	Impôts et taxes				15 512 982	11 635 147
N	Impôts taxes et versements assimilés				15 512 982	11 635 147
641-642	Appointements et salaires				1 009 488 434	912 060 771
643	Autres rémunérations et indemnités				-	-
644-648	Charges sociales				121 079 951	98 887 318
Autres 64	Autres avantages en nature					
O	Charges de personnel				1 130 568 385	1 010 948 089
TQ	Excédent Brut d'Exploitation					
		N	N-1			
	TN-N-O	871 302 434	1 213 485 608			
65	Frais financiers et charges assimilées				6 725 100	7 773 027
P	Frais financiers				6 725 100	7 773 027
661	Dotation aux amortissements				200 622 183	136 323 322
663 à 667	Dotation aux provisions				510 275 107	53 236 616
Q	Dotation aux amortissements et provisions				710 897 290	189 559 938
81-83-85-87	Charges hors activités ordinaires				-	-
89	Impôts sur le bénéfice				-	-
	Pertes de l'exercice				-	-
TOTAL CHARGES					3 265 561 042	2 832 959 957



COMPTE DE RESULTAT

(2^{ème} Partie)

(du 01 janvier 2014 au 31 décembre 2014)

(en francs CFA)

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE : Pays : BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES (COTE D'IVOIRE)

POSTE	PRODUITS	Notes	31.12.N	31.12.N-1
7111	Commissions de courtage		873 282 682	985 743 004
7112	Commissions sur droits de garde		-	-
712	Produits de la BRVM		2 488 994 515	2 529 844 177
713	Produits du DC/BR		-	254 219 749
714	Produits sur prestations de services financiers		-	-
703	Produits sur opérations de contrepartie		-	-
718-719	Autres produits		-	-
R	Produits sur opérations sur titres		3 362 277 197	3 769 806 930
7261	Prestations taxables		56 963 888	55 238 670
7262	Prestations non taxables		-	-
S	Produits de l'ingénierie financière		56 963 888	55 238 670
727	Revenus financiers et produits assimilés		153 291 510	181 938 383
74	Subventions d'exploitation et autres fonds reçus		-	-
Autres 72	Autres produits		24 186 000	24 067 000
T	Autres produits divers d'exploitation		177 477 510	206 005 383
73	Produits sur immobilisations financières		-	-
76	Reprise d'amortissement et provisions		187 429 678	46 350 326
U	Autres produits		187 429 678	46 350 326
82-84-86-88	Produits hors activités ordinaires		19 648 784	10 345 630
	Bénéfice avant impôts		538 236 015	1 254 786 982
	BENEFICE DE L'EXERCICE		538 236 015	1 254 786 982
	TOTAL DES PRODUITS		3 803 797 057	4 087 746 939

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

1er partie: Détermination des soldes financiers de l'exercice 2014
(du 01 janvier 2014 au 31 décembre 2014)
(en francs CFA)

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE: BRVM

Pays: CI

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG= Excédent Brut d'exploitation EBE

- Charges décaissables restantes } à l'exclusion des cessions
+ Produits encaissables restants } d'actif immobilisé

Dotations aux provisions courtes	510 275 107	E.B.E.	871 302 434
Frais financiers	6 725 100	Reprise sur provision courtes	187 429 678
Charges H.A.O.	-	Revenus financiers et assimilés	153 291 510
Impôts sur le résultat	-	Produits sur immob. Financières	
		Autres fonds reçus	43 834 784
Total (I)	517 000 207	Total (II)	1 255 858 406

CAFG : Total (II) - Total (I) = **738 858 199** (N - 1) : **1 391 110 304**

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = **738 858 199** - **1 071 714 000** = **-332 855 801** (N - 1) : **166 294 304**

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

NB: (à l'exclusion des éléments H.A.O. Les acteurs agréés n'ayant pas de stocks, la variation de stock est nulle)

Les rares stocks sont comptabilisés en charges constatées d'avance (autres créances)

Variation des créances : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
Fournisseurs débiteurs	31 846 012	-
Clients	220 508 255	
Autres créances		298 944 979
(A) Variation globale nette des créances		46 590 712



DESIGNATION DE L'ENTREPRISE: BRVM

Pays: CI

Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)	Emplois diminution (-)	Ressources augmentation (+)
Clients, avances reçues		OU
Clients créditeurs	-	OU 244 534 097
Fournisseurs et comptes rattachés	250 510 837	OU -
Dettes fiscales	3 557 459	OU -
Dettes sociales	47 385 688	OU -
Autres dettes	-	OU 683 343 967
Risques provisionnés		OU
		OU
		OU
(B) Variation globale nette des dettes circulantes	-	OU 626 424 080

VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B)		OU 673 014 792

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

	N	N - 1
Excédent brut d'exploitation	871 302 434	1 184 952 208
- Variation du B.F.E.(- si emplois ; + si ressources) (- ou +)	673 014 792	211 758 116
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	1 544 317 226	1 396 710 324

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE: BRVM

Pays: CI

	Exercice N		Exercice N - 1 (E - ; R +)
	Emplois	Ressources	
I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)		////////////////////	
Croissance interne			
Acquisition/Cession de titres (transaction, placement, comptes divers)	51 820 995	322 033 194	10 945 599
Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	31 241 735		- 299 193 475
Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	1 558 389 635	1 518 865 321	- 198 448 492
Croissance externe			
Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	109 726 517	66 049 178	- 6 139 398
INVESTISSEMENT TOTAL		155 768 811	- 492 835 766
II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E.)		ou 673 014 792	211 758 116
A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER		828 783 603	-281 077 650
III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)			
IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS ⁽¹⁾	17 431 868	////////////////////	- 43 579 670
Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières			
B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	17 431 868	828 783 603	-324 657 320

**TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)**

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE: BRVM

Pays: CI

	Exercice N		Exercice N - 1
	Emplois	Ressources	(E - ; R +)
V. FINANCEMENT INTERNE			
Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	1 071 714 000	738 858 199	166 294 304
VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
Augmentations de capital par apports nouveaux	////////////////	-	
Subventions d'investissement	////////////////		
Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)		////////////////	
VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
Ressources en provenance de la clientèle			
Emprunts (2)			
Autres dettes financières (2)	151 393 829		53 236 616
C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT V+VI+VII	484 249 630		219 530 920
D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C-B)		ou 327 102 105	-105 126 400
VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
Trésorerie nette			
à la clôture de l'exercice + ou -	2 703 766 443		
à l'ouverture de l'exercice + ou -	2 376 664 338		
Variation Trésorerie : (+ si Emploi ; - si Ressources)	327 102 105	327 102 105 ou	105 126 400



RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 25 JUIN 2015
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration sur l'activité et la situation de la société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2014 et sur les comptes dudit exercice ainsi que des Rapports des Commissaires Aux Comptes sur l'exécution de leur mandat, les approuve ainsi que les comptes et les états financiers de l'exercice, tels que présentés et qui font apparaître un résultat bénéficiaire de **538 236 015 Francs CFA**.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport spécial présenté par les Commissaires Aux Comptes sur les conventions visées aux articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique du traité de l'OHADA, l'approuve.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide, sur proposition du Conseil d'Administration, d'affecter le résultat de l'exercice 2014, de **538 236 015 Francs CFA** augmenté du report à nouveau créditeur de **1 063 817 590 Francs CFA** soit un total de **1 602 053 605 Francs CFA** comme suit :

Dividende : **918 612 000 Francs CFA**
Report à nouveau : **683 441 605 Francs CFA**

Le dividende par action s'élève à 3 000 Francs CFA..

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport de gestion du Conseil d'Administration sur la marche de la société au cours de l'exercice social clos le 31 décembre 2014 et le Rapport général des Commissaires Aux Comptes sur l'exécution de leur mandat, donne quitus aux Administrateurs pour leur gestion et décharge aux Commissaires Aux Comptes pour l'exécution de leur mandat.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que les mandats de tous les Administrateurs en fonction arrivent à expiration lors de la présente Assemblée, décide de reconduire dans leur fonction d'Administrateur, pour une durée de trois (3) années prenant fin lors de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017, les Administrateurs désignés comme suit :

1. Etats de l'UMOA
2. Caisse de Retraite par Répartition avec Epargne de l'UMOA (CRRAE -UMOA)
3. Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)
4. Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire
5. Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo
6. SABU NYUMAN S.A.
7. SGI NIGER S.A.
8. Groupe ATEPA Technologies
9. SGI HUDSON & Cie S.A.



SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de nommer, en qualité de nouveaux Administrateurs pour une durée de trois (3) années prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017, les personnes désignées comme suit :

1. SGI IMPAXIS SECURITIES S.A.
2. SGI BIBE FINANCE & SECURITIES S.A.
3. SGI AFRICAINE DE BOURSE S.A.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale fixe les indemnités annuelles de fonction du Conseil d'Administration à 87 millions de FCFA, charge à lui de répartir ce montant entre ses membres.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales postérieures consécutives aux décisions de la présente Assemblée.

- oOo -





REPertoire



1. SOCIÉTÉS DE GESTION ET D'INTERMÉDIATION (SGI)

Nom de la société	Adresse	Téléphone / Fax	Email
BENIN			
ACTIBOURSE	08 BP 0879 COTONOU	T: (229) 21 31 32 28 F:(229) 21 31 78 00	information@boa.actibourse.com
AFRICABOURSE	Avenue Steinmetz en face de DHL ex Air Gabon 01 BP 6002 COTONOU BENIN	T: (229) 21 31 88 35/36 F: (229) 21 31 14 54	africabourse@africabourse.com
BIBE FINANCE	AVENUE JEAN PAUL II, 03 BP 2098 COTONOU	T: (229) 21 32 48 75/76 F: (229) 21 32 44 67	sgibfs@bow.intnet.bj
SGI BENIN S.A.	Scoagbeto Carré 183 Appt N°2 B Imm Nassif Hamoud, 01 BP 4546 COTONOU	T: (229) 21 31 15 41/71 F: (229) 21 31 15 60	sgibenin2@yahoo.fr
BURKINA FASO			
CORIS BOURSE S.A	1242 Avenue Dr Kwame Nkrumah, Immeuble Coris Bank International, 01 BP 6585 Ouagadougou 01	T : (226) 50 33 14 85/50 72 73 F : (226) 50 33 14 83	corisbourse@corisbourse.com
SBIF	Avenue de la Résistance du 17 mai/Immeuble CGP 01 BP 5394 Ouagadougou 01	T: (226) 50 33 04 91/92 F: (226) 50 33 04 90	sbif@sbifbourse.bf
CÔTE D'IVOIRE			
AFRICAIN DE BOURSE	34, BD DE LA REPUBLIQUE 01 BP 1300 ABIDJAN	T: (225) 20 21 98 26 F: (225) 20 21 98 27	africaine.bourse@sib.ci
ATLANTIQUE FINANCE	15 Av Joseph Anoma, Abidjan Plateau 10 Etage, 04 B.P. 1036 ABIDJAN 04	T: (225) 20 31 21 21/23 F: (225) 20 32 06 77	sgi@banqueatlantique.ci
BICI BOURSE	RUE GOURGAS - TOUR BICICI, 01 BP 1298 ABIDJAN	T: (225) 20 20 16 68 F:(225) 20 21 47 22	bicibourse@africa.bnpparibas.com
BNI FINANCE	AV. MARCHAND, 14ème étage IMMEUBLE BELLERIVE PLATEAU 01 BP 670 ABIDJAN 01	T:(225) 20 31 07 77 F:(225) 20 31 07 78	bnifinances@bni.ci
CITICORP SECURITIES WEST AFRICA	IMM. BOTREAU ROUSSEL, 28 AVENUE DELAFOSSE 01 BP 3698 ABIDJAN 01	T: (225) 20 20 90 00/01 F: (225) 20 21 76 85	noelie.gansah@citigroup.com
ECOBANK Investment Corporation	AV. TERRASSON DE FOUGÈRES, 01 BP 4107 ABIDJAN 01	T: (225) 20 21 10 44 F:(225) 20 21 10 46	eic@ecobank.com
HUDSON & Cie	8-10, AVENUE JOSEPH ANOMA, Tour BIAO 9ème étage, 18 BP 2294 ABIDJAN 18	T: (225) 20 31 55 00/02 F: (225) 20 33 22 24	info@hudson_cie.com Site Web: www.hudson_cie.com
NSIA FINANCES	8 et 10 avenue Joseph Anoma, 01 BP 1274 ABIDJAN 01	T: (225) 20 20 06 53 F: (225) 20 33 90 93	contact_biaofinance@biao.ci
PHOENIX CAPITAL MANAGEMENT	Avenue Lamblin, Plateau, 17ème étage Immeuble BIAO 01 BP 12 686 Abidjan 12	T: (225) 20 25 75 90 F: (225) 20 25 75 99	cms@phoenixafrica.com Site Web: www.phoenix
SOGEBOURSE	5 & 7 AVENUE JOSEPH ANOMA, 01 BP 1355 ABIDJAN 01	T: (225) 20 20 12 65 F: (225) 20 20 14 89	filiale.sogebourse@socgen.com
MALI			
SGI MALI S.A.	Bd Cheick Zayed Imm Botreau Roussel 01 BP 3698 Abidjan 01	T: (223) 20 29 41 19 F: (223) 20 29 29 75	sgi@cefib.com
NIGER			
SGI NIGER S.A.	258 B rue de Grand Hôtel BP 10812 Niamey	T: (227) 20 73 78 18 F:(227) 20 73 78 16	sginiger@sginiger.com
SENEGAL			
CGF BOURSE	12, RUE DOCTEUR THEZE - BP 11516 DAKAR	T: (221) 33 849 03 99 F: (221) 33 823 38 99	cgfbrvm@orange.sn
SGI IMPAXIS CAPITAL SA	13D Rue des Ecrivains point E BP 45545 DAKAR FANN	T:(221) 33 869 31 40/47 F: (221) 33 864 53 41	patrick.brochet@impaxiscapital.com
TOGO			
SGI TOGO S.A	PLACE VAN VOLLINGHOVEN,UTB Centrale 3ème Etage BP 2312 LOME	T: (228) 22 22 31 45 F: (228) 22 22 31 47	Sgi_togo@ids.tg



2. EMETTEURS

Dénomination	Nom de la société	Adresse - Téléphone
AIR LIQUIDE CI	Air Liquide Côte d'Ivoire	131 Boulevard de Marseille, 01 BP 1 753 Abidjan 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-21-04-40 Fax: (225) 21-35-80-96
BERNABE CI	BERNABE Côte d'Ivoire	99 Bd de Marseille, 01 BP 1867 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21 35-20-92 Fax: 21-35-48-84
BICI CI	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de Côte d'Ivoire	Avenue Franchet d'Espérey, 01 BP 1298 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 20 20-16-05 Fax: 20-20-17-00
BOA BF	Banque of Africa - Burkina faso	Ouagadougou, 770, Avenue du Président Aboubacar Sangoulé LAMIZANA, 01 BP 1319 OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso - Tél: 226 50 30 88 70 à 73 - Fax: 226 50 30 88 74 - Email: boadg@fasonet.br - Site: www.boaburkinafaso.com
BOA BN	Banque of Africa - Bénin	Avenue Jean-Paul II - 08 BP 879 Cotonou, BENIN - Tél.: (229) 21-31-32-28 Fax: (229) 21-31-31-17 Email: information@boabenin.com
BOA CI	Banque of Africa - Côte d'Ivoire	Angle Avenue Terrason de Fourgères rue Gourgas, 01 BP 4132 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél: 20-30-34-00 Fax: 20 30 34 01
BOA NG	Banque of Africa - Niger	Immeuble SONARA II BP 10 973 Niamey - NIGER- Tél.: (227) 20 73 94 86 Fax (227) 20 73 38 18 Email: information@boaniger.com
BOLLORE AFRICA LOGISTICS CI	BOLLORE AFRICA LOGISTICS Côte d'Ivoire	Avenue Christiani - Treichville, BP 1727 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-22-04-20 Fax: (225) 21-22-07-90
CFAO CI	Compagnie Française de l'Afrique Occidentale en Côte d'Ivoire	Carrefour du CHU de Treichville, 01 BP 2114 Abidjan 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-75-11-60 Fax: (225) 21-75-18-18
CIE CI	Compagnie Ivoirienne d'Electricité	Avenue Christiani - Treichville, 01 BP 6923 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-23-30-00 Fax: (225) 21-23-30-60
CROWN SIEM CI	CROWN SIEM (Société Ivoirienne d'Emballage Métallique)	Bld Giscard d'Estaing, 01 BP 1242 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-75-90-00 Fax: (225) 21-35-03-94
ETI TG	Ecobank Transnational Incorporated Togo	2 Rue du Commerce, BP 3261 Lomé, TOGO - Tél.: (228) 22 21 03 03/ 22 21 31 68 Fax: (228) 22 21 51 19
FILTISAC CI	Filature, Tissage, Sacs de Côte d'Ivoire	KM8 - Route d'Adzopé, 01 BP 3962 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 20 30-46-00 Fax: (225) 20-30-46-46
MOVIS CI	Société Ivoirienne d'Opérations Maritimes	Rue des containers, 01 BP 1569 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-21-86-00 Fax: (225) 21-35-12-63
NEI-CEDA CI	Nouvelles Editions Ivoiriennes - Centre d'Editions et de Diffusion Africaines de Côte d'Ivoire	1 Boulevard de Marseille, 01 BP 1818 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-21-64-70 Fax: 21-21-64-86 Email: edition@nei-ci.com
NESTLE CI	NESTLE-Côte d'Ivoire	Cocody Rue du Lycée Technique, 01 BP 1840 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE- Tél.: (225) 22-40-62-35 Fax: (225) 22-44-43-43
ONATEL BF	Office National des Télécommunications du Burkina Faso	705 Avenue de la nation 01 BP 10 000 Ouagadougou 01, BURKINA FASO - Tél.: (226) 50-49-44-49 Fax: (226) 50-30-18-69
PALM CI	PALM Côte d'Ivoire	Immeuble SIFCA, 18 BP 3321 ABIDJAN 18 - Tél.: (225) 21-21-09-00/07 Fax: (225) 21-21-09-30
SAFCA CI	Société Africaine de Crédit Automobile de Côte d'Ivoire	1 Rue des carrossiers, 01 BP 27 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-21-07-07 Fax: (225) 21-21-07-02
SAPH CI	Société Africaine de Plantation d'Hévéas de Côte d'Ivoire	Treichville, Rue des Galions, 01 BP 1322 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-75-76-29 Fax: (225) 21-75-76-42/43
SERVAIR ABIDJAN CI	SERVAIR ABIDJAN	Aéroport International FHB, 07 BP 8 ABIDJAN 07, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-27-80-46/ 21-27-82-50 Fax: (225) 21-27-87-72
SETAO CI	Société d'Etudes et de Travaux pour l'Afrique de l'Ouest	Immeuble SIDELAF Zone 3, 01 BP 925 ABIDJAN 01 - CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-75-50-00 Email: setao@sidelaf.ci
SGB CI	Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire	Avenue Joseph Anoma, 01 BP 1355 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 20 20-13-18/13 Fax: (225) 20-20-13-03
SICABLE CI	Société Ivoirienne de Câbles	Rue du textile Zone Industrielle de Vridi, 15 BP 35 ABIDJAN 15, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-21-35-35 Fax: (225) 21-21-35-45 Email: contact@sicable.ci
SICOR CI	Société Ivoirienne de Coco Râpé	IMMEUBLE COCA COLA 04 BP 973 ABIDJAN 04, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 20 21 05 14 Fax: (225) 23-46-68-10
SITAB CI	Société Ivoirienne des Tabacs	Zone 4C Rue Thomas Edison-Immeuble EDISON 2ème étage (200 m après HONDA), 01 BP 724 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE Tél.: (225) 21-21-88-04/37 Fax: (225) 21-21-88-10/90
SMB CI	Société Multinationale de Bitume de Côte d'Ivoire	Vridi - Bld Petit Bassam 12 BP 622 ABIDJAN 12 COTE D'IVORE - Tél.: (225) 21-23-70-70 Fax: (225) 21-27-05-18
SODE CI	Société de Distribution d'Eau de Côte d'Ivoire	Avenue Christiani - Treichville, BP 1843 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-23-30-00 Fax: (225) 21-23-30-60
SOGB CI	Société des Caoutchoucs de Grand-Béréby de Côte d'Ivoire	21 Route du Lycée Technique-Cocody, 17 BP 18 Abidjan 17, 01 BP 365 San-Pédro, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 22-48-00-38/ 34-72-15-21, Fax: (225) 22-44-33-82/ 34-72-15-02/05
SOLIBRA CI	Société de Limonaderies et Brasseries d'Afrique	Rue Canal ZONE 3, 01 BP 1304 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-21-12-00 Fax: (225) 21-35-97-91
SONATEL SN	Société Nationale de Télécommunication du Sénégal	6 Rue WAGANE DIOUF, BP 69 DAKAR, SENEGAL - Tél.: (221) 33-839-12-00 Fax: (221) 33-839-12-12
TOTAL CI	TOTAL Côte d'Ivoire	Centre Nour Al Hayat, 01 BP 336 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 20 -31-61-16 Fax: 20-33-42-08
TRACTAFRIC MOTORS CI	Tractafric Motors Côte d'Ivoire	Km 4 -Boulevard de Marseille Zone 3 Abidjan, 01 BP 1272 Abidjan 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-75-03-00/40 Fax: (225) 21-75-03-45 Email: courrier@sdaci.net
TRITURAF CI - Société en liquidation	Société Ivoirienne de trituration de graines oléagineuses et de raffinage d'huiles végétales	Zone Industrielle - 01 BP 1845 BOUAKE 01 - Tél.: (225) 21-75-20-00 / 31 63-26-43 / 31 63-26-42 Fax: (225) 21-75-20-47/ 31-63-43-54
UNILEVER CI	Huilerie-Savonnerie Lipochimie - Côte d'Ivoire	Boulevard de vridi - 01 BP 1551 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-75-44-00 Fax: 21-24-68-14
UNIWAX CI	UNIWAX Côte d'Ivoire	Yopougon-Gare, 01 BP 3994 Abidjan 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 23-46-64-15 Fax: (225) 23-46-69-42
VIVO ENERGY CI	VIVO ENERGY Côte d'Ivoire	Rue des Pétroliers, 15 BP 378 ABIDJAN 15, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-75-27-27 Fax: (225) 21-27-53-19 / 21-2



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Abidjan - Côte d'Ivoire

INVESTISSONS POUR L'AVENIR

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 3 062 040 000 F CFA, Siège Social: Abidjan - Côte d'Ivoire

Adresse: 18 Avenue Joseph Anoma - 01 BP 3802 Abidjan 01

Tel: (225) 20 326 685 / 20 315 550 - Fax: (225) 20 326 684

E-Mail: brvm@brvm.org / Site Web: www.brvm.org